

CA 1 IA 59  
I 54

Vol. 19, #7

561/G/1111

CA 1 IA 59 I 54 V. >



# INDIAN NEWS

Vol. 19 No.

November 1978

Indian and Inuit Affairs Program

ISSN 0019-6029



—Photo by Howard Bernard

Faulkner opens new D.O.T.C. offices

## New H.Q. for D.O.T.C.

By HOWARD BERNARD

BRANDON, MAN. — Seven Indian Bands in Manitoba have provided visual evidence in the form of new offices of their bid to control their own lives.

The original Dakota Ojibway Tribal Council (DOTC) consisted of ten bands in the southwest portion of Manitoba and was recognized as a Tribal Council by Indian Affairs in July 1974.

Departmental funding started in August '74 with official letters of Patent being issued by the province of Manitoba the same month.

Three Bands, Sioux Valley, Dakota Tipi and Valley River Bands withdrew from the D.O.T.C. in March 1976, November 1974 and April 1975 respectively. These withdrawals left a total membership of some 5,600 persons in the present D.O.T.C.

With the official opening of their new offices at the end of September the remaining members of the council have assumed more responsibility over their affairs.

The D.O.T.C., between 1975 and the present, have entered into agreements with Indian Affairs to deliver previously Departmental administered programs such as: local government advisory services, band financial advisory services, band economic development advisory services and housing advisor inspector services.

### Mackenzie Valley

## Funding suspended pending resolution

OTTAWA (CP) — Indian Affairs Minister Hugh Faulkner, following through on a threat made five months ago, suspended indefinitely, financing for Indian and Metis groups involved in the Mackenzie Valley land claims.

Faulkner said in a news release the action was taken because of "the lack of substantive progress by Dene and Metis leadership during the past year to agree on a mechanism for conducting joint negotiations with the federal government.

"I have decided to suspend — effective Oct. 1 and for an indefinite period — further funding for claims negotiating purposes to the Dene and Metis association, pending resolution of their differences."

He said the decision will not affect

any other sources of financing available to either group.

Faulkner had threatened to stop funds for the groups in April because of the lack of progress toward a claim settlement.

The Dene, representing mainly status Indians, wants to create a self-governed Indian territory. The Metis association opposes the idea and has submitted its own claim.

It has been estimated there are 11,000 Indians and Metis in the valley. (continued on page 9)

## Shaman considered

KENORA, ONT. (CP) — Lake of the Woods District Hospital in this northwestern Ontario community is considering hiring a shaman, or medicine man, to help doctors treat Indian patients, says an official.

Gordon Reid, assistant administrator of the hospital, said the idea is backed by the hospital's medical staff, who are bewildered by some of the problems they face.

Reid said a request to hire a

shaman, likely one from either the Grassy Narrows or White Dog Indian reserves, was sent to Ontario Health Minister Dennis Timbrell.

Hospital officials, who said the idea originally was suggested by Indians, don't expect a decision for at least a month.

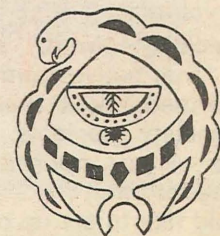
Reid said a shaman, working in conjunction with a hospital health team, could specialize in mental (continued on page 6)

the department to move from its historic position of paternalism. In this way, letting responsibility devolve from the department to the Indians, would be a "profound" change.

"It's going to be an extraordinarily positive change and as we work it through we're going to see emerge a sense of pride, a sense of commitment, a sense of achievement that all of us know is there historically and we're going to regain it here through instruments like this," he said.

He congratulated the D.O.T.C., wished them well and pledged his support to ensure that the work they do on behalf of Indian people is in their long-term benefit.

In closing he said "I think it's a happy day, an important day, it's your achievement."



349 D 056802-2  
GOV'T PUB DEPT  
DANA PORTER ARTS LIBRARY  
UNIV OF WATERLOO  
WATERLOO ON N2L 3G1

Affaires indiennes  
et du Nord  
Ottawa, K1A 0H4  
Canada

Indian and  
Northern Affairs



Faulkner inaugure le nouveau local du CTDO

## Le CTDO emménage

Par HOWARD BERNARD

BRANDON, Manitoba — Sept bandes indiennes du Manitoba ont donné une forme tangible à leur désir de contrôler leur propre vie en s'installant dans de nouveaux bureaux.

Au départ, le Conseil tribal Dakota-Ojibway (CTDO) comprenait dix bandes du sud-ouest du Manitoba. Le ministère des Affaires indiennes lui reconnaissait le statut de conseil tribal en juillet 1974.

En août de la même année, le ministère a commencé à lui verser des subventions et la province du Manitoba lui remettait ce même mois ses lettres patentes.

Depuis, trois bandes — la *Sioux-Valley*, la *Dakota-Tipi* et la *Valley-River* — se sont retirées du CTDO en mars 1976, en novembre 1974 et en avril 1975 respectivement. Suite à ces retraits, le CTDO compte maintenant un total de 5,600 membres.

L'ouverture officielle des nouveaux bureaux à la fin de septembre est le signe que les membres qui restent au sein du conseil ont assumé davantage de responsabilités à l'égard de leurs propres affaires.

Depuis 1975, le CTDO a conclu des ententes avec le ministère des Affaires indiennes pour administrer

lui-même des programmes qui relevaient jusque-là du gouvernement fédéral, tels des services consultatifs en administration locale, en financement des bandes et en promotion économique des bandes, ainsi que des services d'inspection des habitations.

A l'heure actuelle, le Conseil négocie avec le Ministère la prise en charge de l'enseignement post-secondaire, le développement social et l'inscription des membres.

Le ministre des Affaires indiennes, M. Hugh Faulkner, a présidé à la cérémonie officielle d'ouverture des nouveaux bureaux. Il en a profité pour signaler qu'il tenait à assister à la cérémonie "parce qu'il était très impressionné de ce qui s'était fait jusque-là et qu'il était impressionné davantage parce que cela permettait d'entrevoir pour l'avenir."

Il a félicité le Conseil, disant qu'il s'agit d'un groupe de gens qui ont assumé davantage de responsabilités sur les affaires des Indiens. Il a ajouté que "le Ministère diminue en importance au fur et à mesure que ces responsabilités sont remises systématiquement aux chefs des Indiens mêmes."

Dans son discours, le ministre a

## Vallée du Mackenzie

# Menace exécutée

OTTAWA (PC) — Le ministre des Affaires indiennes, l'hon. Hugh Faulkner, mettant à exécution une menace qu'il avait formulée il y a cinq mois, a suspendu indéfiniment les contributions financières fédérales aux groupes indiens et métis en cause dans les revendications territoriales de la vallée du Mackenzie.

Dans un récent communiqué de presse, M. Faulkner a dit qu'il avait agi ainsi parce que "les leaders Dene et Métis n'avaient pas réalisé de progrès sensibles depuis un an pour convenir d'un mécanisme de négociation conjointe avec le gouvernement fédéral."

"J'ai décidé de suspendre, à compter du 1er octobre et pour une

période indéfinie, tout financement à des fins de négociation de revendications aux associations Dene et Métis en attendant qu'elles règlent leurs divergences de vues."

Il dit que sa décision ne touchera aucunement quelque autre source que ce soit de financement disponible à ces groupes. M. Faulkner avait menacé de mettre fin à son financement en avril à cause de l'absence de progrès en vue du règlement des revendications.

### Besoins différents

Les Dene, qui représentent surtout les Indiens inscrits, veulent créer un territoire indien autonome. L'Association des Métis est opposée à ce projet et a présenté sa propre revendication. (suite à la page 10)

## Un shaman à l'hôpital

KENORA, Ontario (PC) — L'hôpital du district de Lake-of-the-Woods dans cette collectivité du nord-ouest de l'Ontario, songe à embaucher un shaman, ou sorcier, pour aider les médecins à traiter les patients indiens, a déclaré un fonctionnaire de l'hôpital. M. Gordon Reid, administrateur adjoint de l'hôpital a dit que cette idée jouit de l'appui des médecins de l'hôpital qui sont dépassés par certains problèmes qu'ils rencontrent.

M. Reid a dit qu'une demande visant à embaucher un shaman, qui viendrait probablement des réserves de Grassy-Narrows et de White-Dog, a été adressée la semaine dernière au ministre de la Santé de l'Ontario, M. Dennis Timbrell. Les dirigeants de l'hôpital, qui disent que l'idée a été exprimée d'abord par les Indiens, n'attendent pas une décision avant un mois.

M. Reid a dit qu'un shaman, travaillant de concert avec l'équipe médicale de l'hôpital, pourrait se spécialiser dans les problèmes de santé mentale mais qu'il ne serait pas limité à ce domaine.

Il dit que le personnel de l'hôpital est dépassé par son incapacité à répondre aux besoins de la population indienne de la région. Les services d'un shaman ont donné des résultats heureux dans des collectivités de la Colombie-Britannique, de l'Arizona et du Mexique, a-t-il dit.

Il ajoute que les Indiens forment environ un sixième de la population totale de la région de Kenora, mais qu'ils forment environ 75 pourcent du total des patients du département de pédiatrie, 70 pourcent des patients du programme de santé mentale et 90 pourcent des ceux du programme de désintoxication.

"Il a été prouvé qu'il y a une forte incidence de problèmes de santé mentale chez les autochtones et, pourtant, nous avons constaté que l'hôpital était incapable de s'occuper adéquatement de ces gens."

"Le problème que nous avons eu dans le passé, c'est que nous avons imposé la culture du Blanc aux autochtones. Nous tentons maintenant d'intégrer les deux cultures."

indiqué aux Indiens d'autres régions du pays qu'il essaierait de les persuader d'imiter l'initiative du Conseil tribal Dakota-Ojibway.

Le ministre a repris une partie du discours qu'il avait prononcé à Fredericton lors de l'assemblée annuelle de la FIC. Parlant de la révision de la Loi sur les Indiens, il a dit que son objectif était d'abolir le rôle historique de paternalisme du Ministère. De cette façon, le fait de faire passer la responsabilité du Ministère aux organismes indiens serait un changement "profond".

"Ce sera un changement extraordinairement positif. Au fur et à mesure que nous le ferons, nous verrons émerger un sens de fierté, d'engagement et de réalisation qui, nous le savons tous, existe depuis toujours. Grâce à cela, nous allons le retrouver," dit-il.

Il a félicité le CTDO et lui a offert ses meilleurs vœux. Il s'est engagé à l'appuyer de façon qu'il puisse travailler au bénéfice du peuple indien. En terminant, il a dit: "Je pense que c'est un jour heureux, un jour important, car c'est votre propre réalisation."

CA1 IA 59 I54 V.&gt;



a31187 011752274b

# Indian students help salvage artifacts

By MARTINE DUMONT

QUEBEC CITY — Ten Indian students, working one jump ahead of the bulldozers this summer, have helped salvage ten thousand Indian artifacts from an archeological site soon to become an international airport.

The students — from Village-des-Hurons near Quebec City — worked at the Pickering, Ontario site from June 1 to September 1.

In the last few years numerous sites have been excavated in Ontario near Georgian Bay and Lake Simcoe where Huronia previously existed. Some 55 villages have been found in this area. Therefore, the fact that

these Huron students are going to the sources of their own heritage is particularly interesting.

It was Régent-Grégoire Sioui, Director of the Village-des-Hurons cultural and education centre, in cooperation with the Department of Indian and Northern Affairs and the Archeological Survey in Canada, who set this important project in motion. The Chief of the Archeological Survey, Dr. Roger Marois, was enthusiastic about the idea of having Indians participate in research of such scope.

Régent Sioui, the project director, supervised the students' activities,

with the assistance of Claude Pinard, Technical Adviser in Archeology; Raymond Sioui, Assistant Director and Annie Sioui, Project Secretary. Digging took place at the Spang Site, an area of about nine acres, which to date had been untouched by archeologists. This initiated the students into the various tasks involved in archeological research: ground preparation, excavation, numbering of finds, photography, etc. The young Hurons, who proved to be hard workers, discovered more than ten thousand artifacts, including pipes, potsherds, arrowheads, etc.

In addition, they discovered the location of two long houses or "Ganonchia". These are long dwellings of wood and bark which can measure up to 21.34m wide, 6.10m high and 30.48m or more in length. The inhabitants of these houses belonged to the same matrilineal clan.

The Hurons were a semi-sedentary group of agricultural tribes belonging to the Wendat linguistic family (Wendat was the Huron's own name for themselves. They belonged to the *Iroquoian* linguistic group). Their principal crops were corn, sunflowers, gourds, tobacco and several varieties of beans.

Members of the team have prepared a report which describes the various stages of the project and includes a description of the objects that were found and the immediate

environment. Photographs were also included in the document. The report was distributed to the Village-des-Hurons band council, to the Indians of Quebec Association, to the Department of Indian and Northern Affairs and to the Archeological Survey of Canada. From this report the extent of Indian participation and interest in this type of work can be evaluated.

The Department of Indian and Northern Affairs, through its Indian students' summer employment program, provided a grant of 30,000 dollars. For its part, the Village-des-Hurons cultural and educational centre contributed 10,000 dollars. These grants provided equipment for the students and covered the costs of travel and salaries.

"We have come as ambassadors of our nation", explained Sioui, "to preserve the memory of our ancestors and to find our roots. We feel that through this project, we are making a positive contribution to the interpretation of archeological data. Thus, we are helping to rewrite our own history. The North American Indian has been excluded too long from research into Canada's history, whether it be in anthropology, archeology, history, linguistics, or other fields.

"We strongly hope," added Sioui, "that the project will become an annual event so that eventually it will open a new field of study to North American Indians."



The young Hurons found nearly 10,000 artifacts.

# Solidarity among native women in Quebec

By MARTINE DUMONT

Quebec City — "Our Association was born of the need and desire of native women to defend their rights. We want to bring together all native women regardless of their status in order to evaluate our situation and find solutions to our problems."

This is how Evelyne Lamirande, president of the Association des femmes autochtones du Québec (Native Women's Association of Quebec), describes the group's major orientations.

The Association was created in July 1974, at a conference held at Loyola College in Montreal to decide upon the group's objectives and structure.

In the past four years the Association has concentrated its efforts on informing and rallying all native women in Quebec. It is the only organization anywhere in Canada to have sought out Inuit women. In order to expand the scope of its activities, the Association divided the province into five main geographic regions, each having elected representatives. All members work on a voluntary basis.

"We quickly realized," said the president, "that native women were poorly informed about their rights because society neglects women. Thus, one of our priorities is to disseminate information.

We would like to set up offices in the various parts of Quebec in order

to be close to these women and to their needs. We also plan to establish a newspaper and to disseminate all relevant information in the greatest possible number of the communities."

For the past two years the AFAQ has had a special committee to deal with revision of the *Indian Act*. The committee has been particularly concerned with sections 11 and 12 of this Act dealing with the loss of status by an Indian woman marrying a non-Indian and by the children born of such a marriage. The committee drafted a questionnaire designed to determine how knowledgeable native people are about the *Indian Act*, the activities of the Department of Indian Affairs and Northern Development and band councils. Some 369 women and 66 men answered the questionnaire and in general their knowledge of these various subjects was ambiguous.

In addition, the Association recently passed a series of resolutions dealing with the various discriminatory measures to be found in the *Indian Act*.

"While the revision of the *Indian Act* is one of our major objectives, we are working just as hard on many problems which affect native women's daily lives," said Lamirande. "We greatly appreciate the support lent to our demands by the Fédération des Femmes du

Québec (Quebec Federation of Women)."

At Point-Bleue, non-status Indian women had to pay a special tax in order to live on their reserve while at Caughnawaga, Indian women married to non-Indians faced eviction from the reserve. The AFAQ intervened and won the fight in both cases.

The AFAQ has entered into discussions with the Department of Social Affairs aimed at setting up native foster homes for orphans or for children who are studying outside their community. It also hopes to see the creation of friendship centres for disadvantaged native women.

The AFAQ is also concerned with problems of delinquency among

young native people, the promotion of Indian and Inuit culture in the schools, the hiring of native teachers and the teaching of languages, history, crafts or any other important aspects of their culture.

Moreover, the Manpower Centres have been approached to set up training courses which would enable native women to enter the labour market.

Lamirande also stressed the importance of solidarity among native women and invited them to come and voice their opinions at the Association's next annual meeting, to be held in late October at the Auberge Mont-Gabriel in the Laurentians, near Montreal.

## INDIAN NEWS

Editor  
Howard Bernard

Assistant Editor  
Gilbert Oskaboose

A free monthly newspaper published with the assistance of the Department of Indian Affairs and Northern Development. The Indian News is written and edited by Indian people therefore opinions and statements contained within its pages are not necessarily those of the Department. Free expression of viewpoint is invited. Articles may be reproduced providing credit is given this paper.

Indian News  
Ottawa, Ontario. K1A 0H4  
phone (613) 995-7781

# Des Hurons se font archéologues

Par MARTINE DUMONT

QUEBEC — Dix étudiants du village huron près de Québec ont participé, du 1er juin au 1er septembre, aux fouilles archéologiques qui se déroulent actuellement à Pickering en Ontario, sur l'emplacement envisagé par Ottawa pour la construction d'un aéroport international. Cette région est une des mines archéologiques les plus importantes en Amérique du Nord.

Depuis plusieurs années, on effectue des fouilles sur de nombreux sites ontariens situés près de la baie Georgienne et du lac Simcoe, à l'endroit où se trouvait la Huronie autrefois. Près de 55 villages ont été retrouvés dans cette région. Il est donc d'un intérêt particulier que des

étudiants hurons aillent aux sources de leur propre culture.

Cet important projet a été mis sur pied par Régent-Grégoire Sioui, directeur du Centre culturel et éducatif du Village Huron, en collaboration avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord et la Commission archéologique du Canada. Le Directeur de cette Commission, monsieur Roger Marois a été enthousiasmé par cette participation amérindienne à des recherches d'une telle envergure.

Régent Sioui, directeur du projet, a supervisé les activités des étudiants avec l'aide de Claude Pinard, conseiller technique en archéologie, Raymond Sioui, directeur adjoint et

Annie Sioui, secrétaire du projet. Les fouilles ont eu lieu sur le site Spang, d'une grandeur de neuf acres, qui jusqu'à ce jour n'avait pas été touché par les archéologues. De cette façon, les étudiants ont été initiés aux différentes tâches de la recherche archéologique: défrichage du terrain, excavation, numérotage des pièces retrouvées, photos, etc. Les jeunes Hurons, qui ont fait preuve d'ardeur au travail, ont découvert plus de 10,000 objets: pipes, tessons de poterie, pointes de flèche, etc.

De plus, ils ont trouvé l'emplacement de deux maisons-longues ou "Ganonchia". Il s'agit de longues habitations de bois et d'écorce qui pouvaient mesurer 20 pieds de largeur, 20 pieds de hauteur et environ 100 pieds ou davantage de longueur. Les habitants de ces maisons appartenaient à un même clan auquel ils s'identifiaient par leur ascendance maternelle.

Les Hurons constituaient un groupe semi-sédentaire d'agriculteurs de la famille linguistique Wendat. Ils cultivaient principalement le maïs, le tournesol, la courge, le tabac et quelques variétés de fèves.

Les membres de l'équipe ont préparé un rapport indiquant les différentes étapes du projet avec une description des objets découverts et de l'environnement. Des photos ont également été insérées dans ce document. Le rapport a été remis au Conseil de bande du Village Huron, à la Confédération des Indiens du Qué-

bec, au ministère des Affaires indiennes et du Nord et à la Commission archéologique du Canada. Ce rapport permet d'évaluer l'ampleur et l'intérêt pour des Indiens de participer à ces types de travaux.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord, par le biais du programme d'emploi d'été aux étudiants indiens, a accordé une subvention de 30,000 dollars. Pour sa part, le Centre culturel et éducatif du Village Huron a alloué un montant de 10,000 dollars. Ces subventions ont servi à l'achat d'équipement de travail pour les étudiants ainsi qu'aux frais de déplacements et de salaires.

"Nous sommes venus ici comme ambassadeurs de notre nation", explique Régent Sioui, directeur du projet, "afin de préserver la mémoire de nos ancêtres et de renouer avec des éléments de notre culture. Nous croyons que, par le biais de ce projet, nous posons un geste concret en ce qui concerne l'interprétation des données archéologiques. De cette façon, nous participons à la réécriture de notre propre histoire. Pendant trop longtemps, les Amérindiens ont été écartés des recherches sur l'histoire du Canada, que ce soit en anthropologie, archéologie, histoire, linguistique, etc."

"Nous espérons fortement," a ajouté Régent Sioui, "que le projet sera appelé à se répéter à tous les ans pour éventuellement devenir une nouvelle orientation pédagogique accessible aux Amérindiens".



Les jeunes hurons ont découvert plus de 10,000 artefacts

# Des femmes autochtones s'unissent

Par MARTINE DUMONT

QUEBEC — "Notre Association est née du besoin et de la volonté des femmes autochtones de défendre leurs droits. Nous voulons rassembler toutes les femmes autochtones sans nous soucier des questions de statut pour évaluer notre situation et trouver des solutions à nos problèmes." C'est ainsi que la présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec, madame Evelyne Lamirande, définit brièvement les grandes orientations du mouvement.

L'Association des femmes autochtones du Québec a été fondée en juillet 1974, lors d'une conférence tenue au collège Loyola à Montréal, pour décider des objectifs et de la structure qu'elle se donnerait.

Au cours de ces quatre années, l'Association a travaillé prioritairement à la sensibilisation et au regroupement de toutes les femmes autochtones du Québec. C'est d'ailleurs la seule organisation à travers le Canada à avoir rejoint les femmes inuit. Afin d'étendre son action, l'Association a divisé la province en cinq grandes régions géographiques où y sont élues des représentantes. Tous les membres font un travail bénévole.

"Nous nous sommes vite rendu compte, nous a déclaré la présidente, que les femmes autochtones étaient peu informées de leurs droits parce que la société ignore la femme. C'est pour cette raison qu'une de nos priorités est l'information. Nous voulons mettre sur pied des locaux dans

les différentes parties du Québec pour être près des femmes et de leurs besoins. Nous nous proposons aussi de fonder un journal et de diffuser toute information pertinente dans le plus grand nombre de communautés."

L'A.F.A.Q. a mis sur pied depuis deux ans déjà un comité spécial pour s'occuper de la révision de la Loi sur les Indiens. Ce comité s'est particulièrement penché sur les articles 11 et 12 de cette loi traitant de la perte de statut de la femme indienne épousant un non-Indien et des enfants issus d'un tel mariage. Le comité a rédigé un questionnaire afin de connaître le niveau d'information des autochtones au sujet de la "Loi sur les Indiens," du fonctionnement du ministère des Affaires indiennes et du Nord et des conseils de bande. Quelque 369 femmes et 66 hommes ont répondu à ce questionnaire et, règle générale, leur connaissance de ces différents aspects s'avérait assez confuse.

Par ailleurs, l'Association a adopté récemment une série de résolutions à l'égard de toutes les mesures discriminatoires contenues dans la "Loi sur les Indiens."

"Même si la révision de la Loi sur les Indiens occupe une place importante dans nos objectifs, a précisé madame Lamirande, nous travaillons avec autant d'effort sur de nombreux problèmes qui touchent quotidiennement la femme autochtone. Nous apprécions beaucoup l'aide que nous

apporte la Fédération des femmes du Québec dans nos revendications."

A Pointe-Bleue, les femmes indiennes sans statut devaient payer une taxe spéciale pour vivre sur leur réserve. A Caughnawaga, les femmes indiennes mariées à des non-Indiens faisaient face à des évictions de leur réserve. Dans les deux cas, l'Association des femmes autochtones du Québec est intervenue et a gagné la lutte.

L'A.F.A.Q. a entamé des discussions avec le ministère des Affaires sociales afin de créer des foyers nourriciers autochtones pour les enfants orphelins ou pour les enfants appelés à étudier à l'extérieur de leur communauté. Elle veut, de plus, obtenir la création de centres d'entraide pouvant accueillir les femmes autochtones défavorisées.

L'A.F.A.Q. se préoccupe égale-

ment des problèmes de délinquance chez les jeunes autochtones, de la valorisation de la culture indienne ou inuit dans les écoles, de l'embauche de professeurs autochtones et de l'enseignement des langues, de l'histoire, de l'artisanat ou de tout autre aspect important de cette culture.

De plus, certaines démarches ont été effectuées auprès des Centres de main-d'oeuvre pour mettre sur pied des cours de formation qui permettraient aux femmes autochtones d'aller sur le marché du travail.

Madame Lamirande a ajouté qu'il était important que les femmes autochtones soient solidaires et elle les invite à venir se faire entendre à la prochaine réunion annuelle de l'Association qui se tiendra à la fin d'octobre, à l'Auberge du Mont-Gabriel, dans les Laurentides, près de Montréal.

## NOUVELLES INDIENNES

Rédacteur  
Howard Bernard

Rédacteur adjoint  
Gilbert Oskaboose

"Nouvelles indiennes" est un journal mensuel distribué gratuitement et publié avec l'aide du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il est rédigé et publié par des Indiens et, par conséquent, les opinions et déclarations qu'ils renferment ne sont pas nécessairement partagées par le Ministère. Les lecteurs sont invités à s'y exprimer librement. On peut reproduire les articles de "Nouvelles indiennes", pourvu qu'on lui en attribue le crédit.

"Nouvelles indiennes"  
OTTAWA, Ontario K1A 0H4  
Tél.: (613) 995-7781

# White doctor seen as Indian elder

By ROGER JONES

SUDBURY, ONT. — Perhaps this true story best illustrates how much Indian people in this area think of Dr. James W. E. Newbery — and why.

Last year a group of residents of the Indian community at St. Charles (a community 64.4 kilometers outside of Sudbury) gave him a house on their communal farm.

Dr. Newbery promptly demonstrated the unselfish qualities that have won him so much esteem among Indians. He turned the house over to a less fortunate Indian family, rather than move in himself.

He hopes he will be able to move into the house after his retirement providing the present occupants have found suitable accommodations.

"I should have retired a few years ago and I've been saying I will but this time I'm quite positive that in the spring of 1979 I will leave Laurentian University as an active teacher," says Newbery.

He will be missed.

Newbery has always been in close contact with native people, ever since his Grand River childhood days in Southern Ontario.

"I feel that in a previous incarnation I was an Indian," said Newbery. "Once while I was on the river I felt I had been there before and I had a sense of being as if I belonged there."

Newbery, now 70 years old, was born in Sheffield, Ontario. His father James was born in England and immigrated to Canada. His mother Anna was born in Southern Ontario.

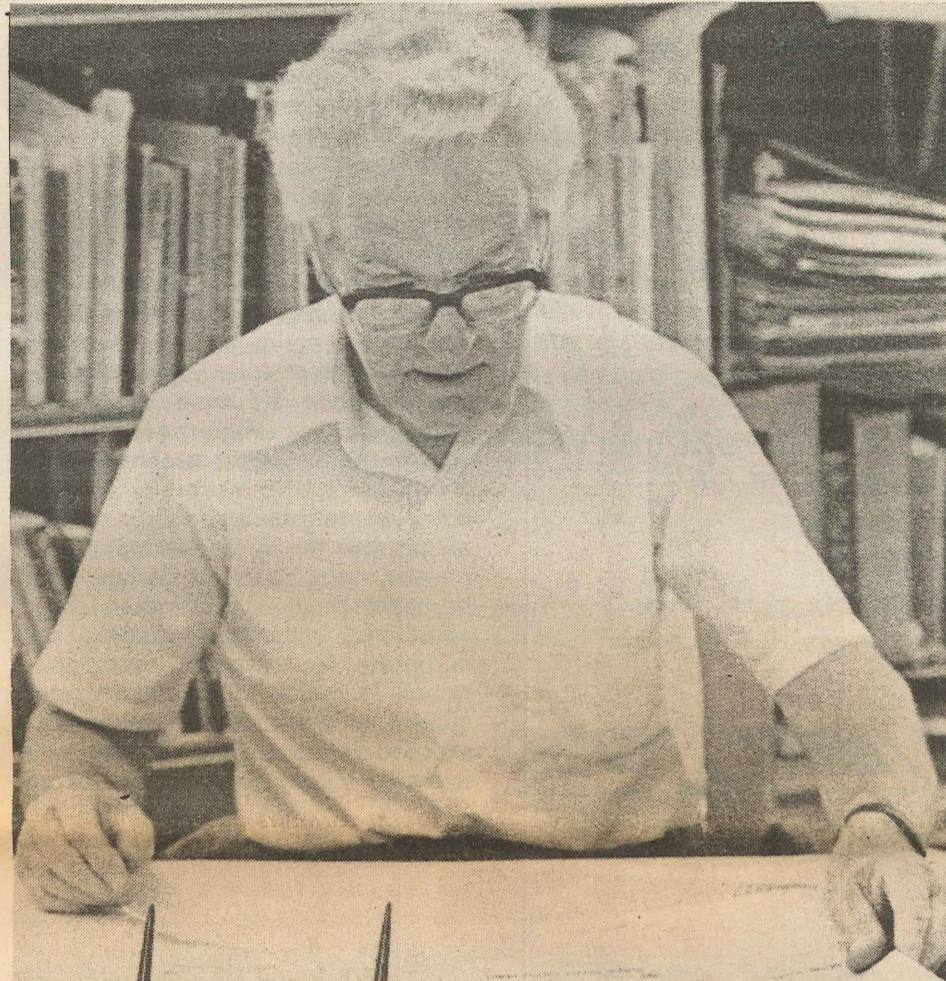
He grew up in Waterloo close to the Six Nations Reserve. Living close to the reserve, he grew up with native children and said he made a lot of close friends.

"I've always had a sense of special concern," said Newbery, "I know I belonged there."

After graduating from the Kitchener High School he entered the University of Toronto in 1929. Parttime work such as shovelling snow and working in a kitchen and

dining hall paid for his university education.

"I was always glad that I was able to get my education without having to call on my father, he didn't have very much money," explains Newbery.



Dr. James W.E. Newbery

Newbery graduated from the University of Toronto with a degree in Psychology and was awarded the Prince of Wales Gold Medal for academic efficiency. He also won a Travelling Scholarship.

Three years of Theology at the University of Goettingen in Germany earned him a degree in Divinity. He continued his studies at the

American School of Research in Jerusalem.

He returned to Canada in 1936 and was appointed as a Minister of the United Church in Magnetawan, Ontario. He combined his duties as a

minister with a teaching job.

He married Rena in 1936. They met at the University of Toronto. They have five children, all have since left home.

In 1939 he accepted a position as a professor of Theology at the University of Toronto. He left the University in 1949 to accept a position as principal of St. Andrews College in Trinidad.

He returned to Canada in 1959 just when a proposal was made to have a federated university in Northern Ontario. He was actively involved with the formation of the federation. Later he became a professor of religious studies at the University of Sudbury, a school within Laurentian University.

His special concern for native people prompted Newbery to develop a course in Native culture through native religion. In 1975 an assessment of the program of interdisciplinary courses in Native Studies led the University to form a Native Studies Department and make Newbery the director.

The department has grown and now has three native instructors. "We try to run the department on communal decisions and not by an individual," said Newbery.

His work with native people and special concern for them has gained him respect among the native people and from his colleagues.

"He is looked upon as an elder by the Indian people," says Edna Manotowabi, a language instructor in the department.

He was the recipient of the teacher's award from the Ontario Federation of University Teachers in 1977. The same year he was named Citizen of the Year by the city of Sudbury for his work with native people.

Newbery says the house given to him by the Indian community in St. Charles is the most 'precious gift' he has received.

He says he'll retire next year but has plans for further work after retirement.

"Over the years I've gathered a lot of paper and material concerning Indian people and I want to put into some order for use by students in Native Studies," said Newbery. "I also want to do some writing whenever I find the time."



## Community News

**Ottawa, Ontario** — Judgement has been reserved on whether the National Indian Brotherhood must deduct and remit federal income tax for its Indian employees.

**Fredericton, New Brunswick** — Permission for the Kingsclear Indian Reserve residents to conduct their own fish management has been refused by the Department of Indian Affairs and Northern Development in Ottawa.

**Vancouver, British Columbia** — A Federal Court of Canada ruling will allow the Union of B.C. Chiefs to proceed with a suit against the National Energy Board.

The Union alleges that before the Board approved the construction of a pipeline near Fort St. John, the company involved was already building construction camps.

**Edmonton, Alberta** — The Indian Association of Alberta has a new executive director.

Phil Thomson, now the Ottawa-based executive director of the National Indian Brotherhood, will take up the new position in mid-October.

**Winnipeg, Manitoba** — The Chemawawin Indian band has been granted a new 586 acre reserve near Easterville, Manitoba in partial settlement of its 26-year-old claim against the province.

**Montreal, Quebec** — Dissident Inuit in Northern Quebec who refused to sign the James Bay Agreement want the power to pass legislation on all matters that directly concern them, says Inuit leader Tamusi Kumak.

**Regina, Saskatchewan** — Premier Allan Blakeney says Indian Affairs Minister Hugh Faulkner's charge that his government is discriminating against native people is "ill-taken" and "at the very best unfair."

The premier was commenting on Faulkner's statement that the province's refusal to continue financial assistance to the Federated Indian College on the University of Regina campus constitutes "discriminatory treatment" of Indian people.

# Un Blanc estimé des Indiens

Par Roger Jones

Sudbury (Ont.) — L'année dernière, des membres de la collectivité amérindienne de Saint-Charles, situé à 64 km de Sudbury, ont fait don à James W.E. Newbery d'une maison sur leur ferme commune pour marquer leur grande estime à son égard. N'écouter que sa générosité proverbiale, M. Newbery préféra y loger une famille indienne peu fortunée, plutôt que de l'habiter.

"J'y emménagerai à ma retraite, dit-il, mais seulement si la famille qui l'occupe s'est trouvé un logement convenable". Après avoir remis d'année en année sa retraite, sa décision est irrévocable: il quittera l'Université Laurentienne au printemps de 1979. Il sera certainement très regretté.

M. Newbery entretient des liens étroits avec les autochtones depuis son enfance à Grande-Rivière, dans le sud de l'Ontario. Il croit même qu'il fut un Indien au cours d'une vie antérieure, car, un jour qu'il se trouvait sur la rivière, il eut l'étrange sensation d'avoir déjà vu cet endroit et le sentiment d'être chez lui.

M. Newbery, âgé de 70 ans, est né à Sheffield (Ontario). Son père, James, était un immigrant anglais, et sa mère, Anna, était originaire du sud de l'Ontario. Il passa son enfance à Waterloo, près de la réserve des Six-Nations; ses compagnons de jeu étaient de jeunes Indiens auxquels il s'est beaucoup attaché.

"Je me suis toujours intéressé aux questions touchant les Indiens, raconte-t-il, car je sais que je suis des leurs".

Après des études secondaires à Kitchener, il s'inscrit à l'Université de Toronto en 1929. Pour vivre, il pelletait la neige et travaillait dans des restaurants; il affirme avoir toujours été heureux de ne pas avoir sollicité l'aide financière de son père, qui n'était pas très à l'aise d'ailleurs, au cours de ses années d'étudiant.

M. Newbery obtient un diplôme en psychologie; ses succès scolaires lui valent même la *médaille du Prince de Galles* et une bourse pour étudier à l'étranger. Il part pour l'Université de Gottingue (Allemagne) où, après trois

Magnétawan, en Ontario, tout en cumulant des fonctions d'enseignant. La même année, il épouse Rena, qu'il avait connue à l'Université de Toronto. Ils ont élevé cinq enfants.



Dr. W.E. Newbery

ans, il décroche un diplôme en théologie. Il fréquente enfin l'*American School of Research* de Jérusalem.

De retour au Canada en 1936, il devient ministre de l'Église Unie à

En 1939, il accepte un poste de professeur de théologie à l'Université de Toronto, établissement qu'il quitte dix ans plus tard pour devenir directeur du collège St. Andrews de Trinidad.

Il revient au Canada en 1959 et

participe activement à la fondation d'une université-réseau dans le nord de l'Ontario: l'Université Laurentienne. Par la suite, il devient professeur au département des études religieuses au campus de Sudbury.

Son intérêt tout particulier pour les Amérindiens incite M. Newbery à mettre sur pied un cours de culture amérindienne par l'étude de la religion autochtone. En 1975, à la suite d'une étude de l'ensemble des cours portant sur les Amérindiens, l'Université crée un département des études autochtones (Native Studies); M. Newbery est appelé à le diriger.

Le département a pris depuis un certain essor et compte maintenant trois professeurs autochtones. Selon l'aveu même de M. Newbery, le département est administré en conseil, et non par une seule personne.

Son travail auprès des autochtones et l'intérêt qu'il leur porte lui ont mérité l'estime tant des Indiens que de ses collègues. Selon Edna Manotowabi, professeur de langues au département, M. Newbery est perçu comme un aîné par les Indiens.

En 1977, la Fédération ontarienne des universitaires lui décerne une distinction honorifique et la ville de Sudbury le nomme "citoyen de l'année" en reconnaissance de son travail auprès des Amérindiens. M. Newbery rappelle toutefois que le don de la collectivité de Saint-Charles est le plus précieux cadeau qu'il ait jamais reçu.

Enfin, il a déjà des projets pour sa "retraite".

"J'ai accumulé une abondante documentation au fil des ans; je veux y mettre un peu d'ordre à l'intention de ceux qui étudient la culture amérindienne. J'espère ainsi trouver le temps d'écrire".

On comprend bien maintenant pourquoi les Amérindiens estiment tant M. James W.E. Newbery.



NIAGARA FALLS (Ont.): viendrait d'un mot huron désignant "une avalanche d'eau au bruit retentissant".

## Petites nouvelles

**Ottawa, Ontario** — Jugement n'a pas été encore rendu à savoir si la Fraternité des Indiens du Canada doit déduire et remettre au gouvernement fédéral l'impôt sur le revenu de ses employés indiens.

**Fredericton, Nouveau-Brunswick** — Le ministère des Affaires indiennes et du Nord, à Ottawa, a refusé aux résidents de la réserve indienne de Kingsclear le droit d'administrer leurs propres pêches.

**Vancouver, Colombie-Britannique** — Une cour fédérale du Canada a rendu une décision qui permettra à l'Union des Chefs de la Colombie-Britannique de poursuivre la Commission nationale de l'Énergie.

L'Union allègue que, bien avant que la Commission n'approuve la construction d'un

pipeline près de Fort St. John, la compagnie en cause aménageait déjà des camps de construction.

**Edmonton, Alberta** — L'Association des Indiens de l'Alberta compte un nouveau directeur administratif.

Phil Thomson, présentement directeur administratif à Ottawa de la Fraternité des Indiens du Canada, assumera ce nouveau poste à la mi-octobre.

**Winnipeg, Manitoba** — La bande indienne Chemawawin a obtenu une nouvelle réserve de 568 acres près d'Easterville, au Manitoba, en règlement partiel de sa revendication contre la province, revendication qui date de 26 ans déjà.

**Regina, Saskatchewan** — Le premier ministre Allan Blakeney dit que l'accusation du

ministre des Affaires indiennes, M. Hugh Faulkner, à l'effet que son gouvernement soit coupable de discrimination contre les autochtones est "mal venue" et "tout au moins injuste."

Le premier ministre faisait état de la déclaration de M. Faulkner à l'effet que le refus de la province de continuer à verser une aide financière au *Federated Indian College*, sur le campus de l'Université de Regina, continue un "traitement discriminatoire" à l'égard du peuple indien.

**Montréal, P.Q.** — Les Inuit dissidents du nord du Québec, qui ont refusé de signer l'accord de la baie James, veulent qu'on leur confère le pouvoir d'adopter des lois sur toutes les questions qui les concernent directement, déclare le chef inuit Tamusi Kumak.

## A discussion paper

# Revisions to the Indian Act

*The following article is a condensation of a 52-page discussion paper prepared by the Department of Indian Affairs on the proposed revisions to the Indian Act.*

*It is vitally important that the reader understand that these proposals are FOR DISCUSSION ONLY. They are not "burned in stone."*

*These proposals will be widely discussed with Indian leaders and Bands in coming months before proposals are sent to the Cabinet for amendments.*

*Indians and Inuit people are urged to make known their views on the questions raised and the proposals put forth.*

*The complete discussion paper on Indian Act Revisions will be carried in a special edition of Indian News.*

## INTRODUCTION

The purpose of this paper is to present for further consideration a number of proposed revisions to the **Indian Act**. Its presentation is another stage in the revision process, a process which has encompassed several years, pre-dating even the initiation of the NIB/Cabinet Committee mechanism, has included over a hundred meetings, and has involved a wide range of discussions, related analytical and research projects, and the presentation of various submissions for complete as well as partial changes to the existing **Act**.

This presentation also reinforces the concept of the primary involvement of the Indian people in the re-shaping of the **Act**. The major emphases in the paper are derived from proposals received from Indian representatives, have been written to incorporate essential elements contained in Indian ideas, and are designed to advance the major expressed desire of Indian people — to exercise Indian control over Indian

government, Indian lands, Indian education and other aspects of Indian socio-economic development.

There comes a point in time when all the thoughts, the implications, the options for action need to be pulled together into a format that aids discussion on a broader basis. Consideration by committee must give way to public appraisal. It is for the purpose of moving towards this larger process that this paper in its present form is advanced.

In the consideration of these proposals, a number of important factors should be borne in mind. In the first place, the submission of the proposals constitutes the next step in the whole of the process of bringing about revisions to the existing **Indian Act**. It will be followed by their presentation for public study and debate. This will include their presentation before Parliament, and their review by provincial governments and other interested Canadians.

The initial stage of this public review, however, will be the taking of

## I. Tribal Government

The present system of Band government was designed nearly thirty years ago and does not reflect the needs of Indian communities today. It is evident that the degree of regulation in, as well as the intent of, the present **Indian Act** has inhibited Indian Bands from effectively governing their own communities (e.g. problems of legal status, Ministerial approval of by-laws, etc.).

The proposed concept of **TRIBAL GOVERNMENT**, recognizing traditional pre-European institutions of Indian government, will encompass the responsibility for a broad range of social, economic and cultural activities effecting the well-being of Indian communities. It will be a form of authority unique to Indians and distinctly different from the usual form of municipal or local government.

The basis of tribal government decision-making authority will rest with individual Bands. District or Regional levels of tribal government will be proposed as mechanisms whereby resources available to Bands can be amalgamated, if desired, for more effective utilization, but the formulation of such second — or third-tier levels of government would stem from the upward delegation of Band authority.

Indian Bands, in addition to having the opportunity to choose or "opt in" to the type of government best suited to their needs, desires and capabilities, will also be able to remain under the basic provisions of the present **Indian Act**.

Indian tribal government should be based primarily on the principles of responsibility and accountability to Band members. At the same time, the functioning of tribal government must be consistent with the principle of accountability to Parliament.

In consequence, the role of the Department will shift from focussing upon supervision and control to that of providing advice and support.

To assist the whole process, it is proposed that:

(a) a system of the granting of **CHARTERS** be created, whereby the nature and extent of assumed tribal government powers can be negotiated and recognized; and,

(b) a **CHARTERS COMMISSION** be established, to be responsible for the overall supervision of the negotiating, recommending and reviewing of such **Charters**.

The **Charter** would become the central legal instrument of individual tribal governments. They will specify in detail both the matter over which jurisdiction would be exercised (e.g.

education; housing; public health and social services; etc.) and the manner in which that jurisdiction would be exercised. They will also detail the Federal government's responsibilities to the chartered authority (funding, etc.).

The **Charter Commission**, created under new provisions of the **Act**, would be a separate organization which, without jeopardizing the special responsibility of the Minister, would act as a mechanism independent of the Department to:

i) review capabilities of Bands requesting charters

ii) conduct negotiations for charters

iii) recommend Ministerial approval of **Charters**

iv) monitor implementation of charters

v) act as first level of appeal in disputes arising out of terms of charter

vi) recommend suspension or cancellation of charters, if necessary.

The **Commission** would need to enjoy the confidence of the Indian community, and Indian representation on the **Commission** would be essential. **Commissioners** would be appointed by the Governor-in-Council. The role of the **Commission** would evolve in tandem with the development of tribal government, and the **Act**

should specify that it, along with the whole charter system, be subject to a mandatory Parliamentary review within ten years.

## II. Education

Proposed revisions to the present "schools" section (to be retitled "Education") of the **Act** reflect the essence of previous submissions by the NIB and other groups concerning this activity.

The major proposals are that:

(a) the Minister shall be responsible for the provision of educational services to Indian children resident on reserves;

(b) the Minister may make regulations to provide for the support of Indians in continuing education programs;

(c) in addition to the present provisions, the Minister could enter into agreements with Indian Bands, universities, etc. and other Federal departments for the provision of education services;

(d) all such agreements would require the prior approval of affected Bands;

(e) there be greater control of specific factors affecting the quality of education services to Indians;

(f) the ages of compulsory attendance be six to sixteen;

## Un document de travail

# Révision de la Loi sur les Indiens



*L'article suivant est un résumé d'un document de travail de 52 pages que le ministère des Affaires indiennes a préparé sur le sujet de la révision de la Loi sur les Indiens.*

*Il est d'importance vitale que les lecteurs comprennent que les propositions formulées ici ne sont que POUR ÉTUDE SEULEMENT. Elles ne sont pas "gravées dans la pierre."*

*Ces propositions seront discutées à fond avec les chefs indiens et les bandes au cours des prochains mois avant d'être soumises au Cabinet.*

*Les Indiens et les Inuit sont priés instamment de faire connaître leur vue sur les questions et propositions formulées ici.*

*Dans son prochain numéro, nouvelles indiennes publiera le texte intégral du document de travail sur la révision de la Loi sur les Indiens.*



### INTRODUCTION

Le présent document a pour objet de promouvoir l'étude de certaines modifications projetées à la Loi sur les Indiens.

Il constitue une autre étape du processus de révision, processus qui remonte à plusieurs années, même avant la mise en place du mécanisme du comité mixte de la FIC et du Cabinet. Le processus a donné lieu à plus d'une centaine de réunions portant sur une vaste gamme de sujets, à des projets connexes d'analyse et de recherche et à la présentation de divers mémoires visant la révision complète ou partielle de la Loi actuelle.

Cette présentation renforce également le concept de l'implication première des Indiens dans la reformulation de la Loi. Les principaux sujets du document viennent de propositions reçues de représentants des Indiens, ont été rédigés de façon à inclure les éléments essentiels que renfermaient les idées des Indiens, et ont pour but de mettre en lumière le principal désir que les Indiens ont exprimé, savoir le contrôle par les In-

diens du gouvernement des Indiens, des terres des Indiens, de l'éducation des Indiens et autres aspects du développement socio-économique des Indiens.

Il arrive donc un moment où il est nécessaire de réunir dans un document qui aidera à élargir l'étude les pensées, les implications et les choix déjà exprimés. L'étude en comité doit céder la place au débat public. C'est dans le but d'élargir la discussion que le présent document a été rédigé.

Il faut tenir compte de plusieurs facteurs importants dans l'étude de ces propositions. Tout à bord, la présentation des propositions constitue la prochaine étape du processus général d'amendement de la présente Loi sur les Indiens. Cette étape sera suivie par la présentation des propositions pour étude et discussion en public. Cela comprendra leur présentation au Parlement et leur examen par les gouvernements provinciaux et autres groupements canadiens intéressés.

Cependant, la première étape de cette étude publique sera la présentation de ces propositions aux Indiens

## I. Gouvernement tribal

Le présent régime de gouvernement des bandes a été institué il y a près de trente ans et ne traduit pas les besoins des collectivités indiennes d'aujourd'hui. Il est évident que le degré de réglementation ainsi que d'intention de réglementation de la présente Loi sur les Indiens ont empêché les bandes indiennes de gouverner efficacement leur propre collectivité (e.g. problèmes de statut légal, approbation ministérielle des règlements, etc.).

Le concept proposé de GOUVERNEMENT TRIBAL, reconnaissant les institutions traditionnelles pré-européennes de gouvernement indien, embrassera la responsabilité d'une vaste gamme d'activités sociales, économiques et culturelles touchant le bien-être des collectivités indiennes. Ce sera une forme d'autorité unique pour les Indiens et totalement différente de la forme habituelle de gouvernement municipal ou local.

La base de l'autorité décisionnelle du gouvernement tribal sera déterminée par les bandes elles-mêmes. Les paliers de gouvernement tribal aux niveaux des districts ou des régions seront proposés comme mécanismes selon lesquels les ressources disponibles aux bandes pourront être réunies, si on le désire, en vue d'une utilisation plus efficace, mais la formulation des deuxième et troisième paliers de gouvernement

se fera selon la délégation de l'autorité des bandes.

Les bandes indiennes, en plus d'avoir la chance de choisir ou "d'adhérer" au genre de gouvernement qui convient le mieux à leurs besoins, à leurs désirs et à leurs aptitudes, pourront aussi demeurer sous la gouverne des dispositions de base de la présente Loi sur les Indiens.

Le gouvernement tribal indien devrait être fondé avant tout sur les principes de responsabilité vis-à-vis les membres des bandes. De même façon, le fonctionnement du gouvernement tribal devra être conforme aux principes de la responsabilité vis-à-vis le Parlement.

Par conséquent, le rôle du Ministère, au lieu de porter surtout sur la surveillance et le contrôle, en deviendra un de conseiller et d'appui.

Pour faciliter l'ensemble du processus, il est proposé que:

a) soit créé un régime d'octroi de CHARTES selon lesquelles la nature et la portée des pouvoirs assumés par le gouvernement tribal pourront être négociés et reconnus; et

b) soit établi une COMMISSION DES CHARTES, qui sera responsable de la surveillance globale et de la négociation, de la recommandation et de la révision de ces chartes.

La charte deviendrait l'instrument juridique central de tout gouvernement tribal particulier. Elle comportera en détail les domaines sur les-

quels on exercera la juridiction (e.g., éducation; habitation; hygiène publique et services sociaux; etc.), et la façon dont cette juridiction s'exercerait. La charte exposerait aussi les responsabilités du gouvernement fédéral vis-à-vis d'autorité détenant cette charte (financement, etc.).

La Commission des chartes qui serait créée en vertu de nouvelles dispositions de la Loi serait un organisme distinct qui, sans nuire ou mettre en danger la responsabilité particulière du Ministère, ferait fonction de mécanisme indépendant du Ministère pour:

- i) étudier les aptitudes des bandes qui demandent des chartes
- ii) diriger les négociations des chartes
- iii) recommander l'approbation ministérielle des chartes
- iv) surveiller la mise en oeuvre des chartes
- v) faire fonction de premier niveau d'appel en cas de conflit découlant des termes des chartes
- vi) recommander la suspension ou l'annulation des chartes, si nécessaire.

La Commission devra jouir de la confiance de la collectivité indienne, et il sera essentiel que cette Commission compte des Indiens dans ses rangs. Les commissaires seraient nommés par le gouverneur-en-conseil. Le rôle de la Commission évoluerait de concert avec la développe-

ment du gouvernement tribal, et la Loi devrait spécifier que cette Commission ainsi que tout le régime des chartes soient sujets à une révision obligatoire par le Parlement en deçà de dix ans.

## II. Education

Les modifications proposées à la présente section intitulée "Écoles" (à être intitulée "Éducation") de la Loi traduisent l'esprit des mémoires déjà présentés par la FIC et d'autres groupes à ce sujet.

Voici les principales propositions:

a) le Ministre aura la responsabilité de dispenser des services éducatifs aux enfants indiens résidant dans les réserves;

b) le Ministre pourra établir des règlements visant à assurer un appui aux Indiens dans les programmes d'éducation des adultes;

c) outre les présentes dispositions de la Loi, le Ministre pourra conclure des accords avec les bandes indiennes, les universités, etc., et autres ministères fédéraux pour des services éducatifs;

d) tous ces accords devraient être approuvés antérieurement par les bandes visées;

e) il y aura un plus grand contrôle de facteurs précis touchant la qualité des services éducatifs dispensés aux Indiens;

f) les âges de fréquentation scolaire obligatoire seront de six à seize ans;



these proposals to the Indian people themselves. Parliament will be asked to give this responsibility for meeting directly with Indian people across the country to the Standing Committee on Indian Affairs of the House of Commons.

This part of the process will have distinct advantages. As well as having some specific proposals for suggested changes to consider, the Indian people will have the chance to meet face-to-face with those Members of Parliament who would be most influential in recommending the form of **Indian Act** changes to the House of Commons. In earlier approaches, submissions for changes to the **Act** were heard only before Special Committees in Ottawa, a situation which did not adequately acquaint legislators with the daily reality of Indian concerns. By reversing this procedure, it is anticipated that the context of Indian input into the revision process will continue to be purposeful and direct.

With this commitment to public re-

view, it follows that these proposals are not to be considered as being written in stone. It is anticipated that many positive suggestions for change will be advanced, and that the Standing Committee will include these in the report it makes to Parliament on the reactions it receives to the proposed amendments.

As to the proposals themselves, it will be seen that they are based upon the three main principles outlined at the 6th Annual General Assembly of the NIB at Truro in 1975.

In the first place, the emphasis in these proposals is upon the freedom of choice. While the main aim is to provide in law a basis for a system of tribal government which can be exercised at different levels — Band, Area or District, and Regional — there are built-in mechanisms which will provide that essential flexibility whereby Bands can decide how much power and responsibility they wish to undertake, at what pace they desire to do so, and under what circumstances they can take into their own hands

these reins of government. By means of these "opting-in" procedures, Bands will be able to adopt any changes as quickly or as slowly as they themselves wish to do so. If they prefer to remain under the present system, that option is also there.

Secondly, there is outlined a suggested system for the granting of Charters, together with the outline of a Charter Commission which could act as an agency independent of the Department of Indian Affairs in these matters. It will be seen that the work of such a Commission could be central to the achievement of the desired Indian control over the affairs of Indian people at whatever local level is required, without the omnipresent administrative control of the Department, but still within the overall trust responsibility of the Minister.

Thirdly, there is no attempt to completely revamp the present **Indian Act**. It was specified that amendments to the **Act** should be introduced on a phased basis. Conse-

quently, this first phase of the amendment process has been concentrated on the following areas:

- a) Tribal government
- b) Education
- c) Land surrenders
- d) Hunting, fishing and trapping rights
- e) Membership
- f) Anachronisms in the present **Act**

Through the observance of these principles, through the careful adherence to the stated objectives and desires of the Indian people, the presentation of these proposed revisions to the **Act** has been arrived at. Now must come the next stage — the wide, thoughtful, open scrutiny of the suggested elements whereby Indian people can exercise firm control of their own political, social, economic and cultural affairs. It is anticipated that the final form of these proposed revisions to the **Indian Act** will prove to be a positive platform for future, even further-reaching amendments.

(g) truancy be dealt with from a positive rather than a punitive position, and that certain abhorrent sections of the **Act**, including s.120, be repealed;

(h) provisions be made for the local exercise of choice to include instruction in traditional religious beliefs in the school program; and

(i) provisions be made for the local inclusion of Indian languages within the school program.

### III. Land Surrenders

Based upon the Joint Cabinet/NIB Committee decision of December 12, 1977, to accept and adopt the recommendations of the former Joint Working Group, the proposals advanced take into account discrepancies that were observed upon later examination of the originally agreed-upon revisions.

The major proposals are that:

(a) the surrender provisions of the revised **Act** apply only to lands surrendered for sale or other long-term alienation (e.g. easement);

(b) such surrenders, including those for proposed use by other Crown departments or agencies, require submission to a Band referendum prior to approval being given;

(c) Ministerial power to enter into

leases of reserve land be subject to the approval of the Band concerned, either directly or via specific delegation to the Band Council;

(d) Chartered Bands or, if so specifically delegated, Band Councils have the power to enter directly into leases;

(e) Bands may be given powers to extend their authority over lands presently "surrendered" but not permanently alienated.

### IV. Hunting and Fishing

The proposed revisions are based upon the two main themes which are essentially important to Indian people in this area of activity. They are:

(a) increased statutory protection for Indian treaty rights in this area;

(b) clear Band powers and jurisdiction over the on-reserve management and utilization of fish and game.

It is therefore proposed that:

(i) the present section 88 of the **Indian Act** be revised to provide that federal, as well as provincial, laws of general application are subject to the terms of treaties, unless Parliament expressly provides otherwise;

(ii) Bands be given clear authority to make by-laws concerning the management and use of fish and

game resources within boundaries of reserves, together with the clear powers to enforce such by-laws;

(iii) Bands be given authority, if they so chose, to enter into agreements with other Federal departments to bring into force upon reserves federal regulations concerning fish and game management.

(iv) Bands be able to request, in agreement with a province, that an Order-in-Council enable provincial game laws to be operative on reserves.

### V. Membership

With the Cabinet commitment to end discrimination on the basis of sex in a revised **Indian Act**, the membership proposals are based upon (a) the effect of marriage upon the status of Indian adults and (b) the effect of mixed marriages upon the status of children.

It is proposed that the status of registered Indians, both male and female, not be affected by marriage to a non-Indian. At the same time, it is proposed that a non-Indian person shall not gain status as a registered Indian upon marriage to an Indian.

On the question of children of mixed (Indian/non-Indian) marriages, it is proposed that:

(a) the children of such marriages (i.e. first generation) be given Indian status;

(b) the children of second generation mixed marriages (e.g. first generation Indian above to a non-Indian) may become a "Band beneficiary", at the discretion of the Band concerned (i.e. under the terms of a by-law).

### VI. Anachronisms

Certain sections of the present **Indian Act** appear to be anachronistic in present-day circumstances, and should be considered for repeal or amendment. These include:

(a) section 32(1) — sale of reserve agricultural produce in Prairie Provinces requiring authority in writing of the superintendent.

(b) sections 42 & 43 — virtually unlimited Ministerial jurisdiction over Indian wills and estates.

(c) sections 94, 95 and 100 — concerning the possession of, sale to, or effect of "intoxicants" upon, Indians.

(d) section 34 — "superintendent" powers over reserve roads, bridges, etc.

Several other sections could also be considered under this heading.

eux-mêmes. Le Parlement sera prié de confier au Comité permanent de la Chambre des communes sur les Affaires indiennes la responsabilité de rencontrer directement les Indiens à travers le pays.

Cette partie du processus aura des avantages précis. En plus de donner aux Indiens des propositions spécifiques quant aux changements à étudier, il leur fournira l'occasion de rencontrer face à face les députés qui auront le plus de poids pour recommander à la Chambre des communes les modifications à la Loi sur les Indiens. Dans le passé, les mémoires visant les changements à la Loi n'étaient entendus que par des comités spéciaux à Ottawa, situation qui ne renseignait pas convenablement les législateurs sur la réalité quotidienne des préoccupations des Indiens. On estime qu'en renversant la procédure, la participation et la contribution des Indiens au processus de révision continuera d'être utile et directe.

Cet engagement à soumettre les propositions publiques donnent

clairement à entendre qu'elles ne sont pas gravées dans la pierre. On prévoit que beaucoup de suggestions positives en vue de modifications seront formulées et le comité permanent les inclura dans le rapport qu'il fera au Parlement sur les réactions qu'il aura reçues aux amendements proposés.

Pour ce qui est des propositions mêmes, on verra qu'elles sont fondées sur les trois grands principes énoncés à la sixième assemblée générale annuelle de la FIC, à Truro, en 1975.

En premier lieu, on veut que ces propositions tiennent compte de la liberté de choix. Alors que l'objet principal est d'inscrire dans la loi le fondement d'un système de gouvernement tribal qui puisse s'exercer à différents paliers — bande, district et région — il y aura des mécanismes intégrés qui assureront cette souplesse essentielle qui permettra aux bandes de décider de la somme de pouvoir et de responsabilité qu'elles désirent assumer, du rythme auquel elles voudront le faire et des

circonstances dans lesquelles elles prendront dans leurs propres mains ces outils de gouvernement. Grâce à ces procédures "d'adhésion", les bandes pourront adopter tout changement aussi rapidement ou aussi lentement qu'elles le voudront. Celles qui désirent conserver le présent régime pourront aussi le faire.

En second lieu, on propose les grandes lignes d'un système d'octroi de chartes, ainsi qu'un projet de commission des chartes, qui serait un organisme indépendant du ministère des Affaires indiennes. On verra que le travail de semblable commission sera primordial pour la réalisation du désir des Indiens de contrôler leurs propres affaires à quelque niveau local nécessaire, sans le contrôle administratif omniprésent du Ministère, mais toujours sous le grand parapluie de la responsabilité du Ministère.

En troisième lieu, on ne cherche pas à chambarder entièrement la présente Loi sur les Indiens. Il a été précisé que les amendements à la Loi

devraient être adoptés par étape. Conséquemment, la première étape du processus d'amendement portera surtout sur les domaines suivants:

- a) Gouvernement tribal
- b) Éducation
- c) Cessions de terres
- d) Droits de chasse, de pêche et de piégeage
- e) Statut des membres
- f) Anachronismes de la Loi actuelle

Par le respect de ces principes, par le maintien stricte des objectifs et désirs exprimés par les Indiens, on en est arrivé à la présentation de ces projets d'amendements à la Loi. Vient alors l'étape suivante — l'examen vaste, soigné, ouvert des propositions formulées qui permettront aux Indiens d'exercer un contrôle ferme de leurs propres affaires politiques, sociales, économiques et culturelles. On prévoit que la forme finale des modifications projetées à la Loi sur les Indiens deviendra une base utile pour l'élaboration d'amendements futurs encore plus profonds.

g) les cas d'absence sans permission seraient traités de façon positive plutôt que punitive et certains articles répugnants de la Loi, y compris l'article 120, seraient abrogés;

h) des dispositions permettraient de choisir d'inclure l'instruction selon les croyances religieuses traditionnelles dans le programme scolaire;

i) des dispositions permettraient d'inclure l'étude des langues indiennes dans le programme scolaire.

### III. Cessions de terres

Fondées sur la décision du comité conjoint du Cabinet et de la FIC du 12 décembre 1977 d'accepter et d'adopter les recommandations de l'ancien groupe mixte de travail, les propositions formulées tiennent compte des écarts qui ont été observés à la suite de l'examen ultérieur des modifications déjà acceptées.

Voici les principales propositions:

a) les dispositions visant les cessions de terres dans la Loi révisée ne s'appliqueront qu'aux terres cédées par acte de vente ou par autre aliénation à long terme (e.g. baux, etc.);

b) semblables cessions, y compris celles des terres destinées à l'usage de ministères ou agences de la Couronne, devraient être soumises à un référendum auprès de la bande avant leur approbation;

c) le pouvoir du Ministre de louer des terres de réserves devrait être sujet à l'approbation de la bande intéressée, soit directement ou par l'entremise d'une délégation précise au conseil de bande;

d) les bandes à charte ou, si désignées spécifiquement, les conseils de bande, auraient le pouvoir de conclure directement des baux;

e) les bandes pourraient avoir le pouvoir d'étendre leur autorité sur les terres présentement "cédées", mais non aliénées de façon permanente.

### IV. Chasse et pêche

Les modifications proposées sont fondées sur les deux thèmes principaux qui revêtent pour les Indiens une importance vitale dans ce domaine d'activité. Ce sont:

a) une protection statutaire accrue pour les droits accordés par traité aux Indiens dans ce domaine;

b) des pouvoirs et juridictions clairs aux bandes sur l'administration et l'utilisation du poisson et du gibier dans les réserves.

Il est par conséquent proposé que:

i) le présent article 88 de la Loi sur les Indiens soit modifié pour que les lois fédérales et provinciales d'application générale soient assujetties aux termes des traités, à moins que le Parlement n'en dispose autrement de façon expresse;

ii) les bandes soient nanties d'une autorité claire pour formuler des

règlements visant l'administration et l'utilisation des ressources en poisson et en gibier en deçà des limites des réserves, de même que le pouvoir très net de faire respecter ces règlements;

iii) les bandes soient nanties de l'autorité, si elles le désirent, de conclure des accords avec d'autres ministères fédéraux en vue de faire appliquer dans les réserves les règlements fédéraux concernant l'administration des ressources en poisson et en gibier;

iv) les bandes puissent demander, de concert avec une province, qu'un décret du conseil permette que des lois provinciales sur le gibier soient en vigueur dans les réserves.

### V. Statut des membres

Le Cabinet s'étant engagé à mettre un terme à la discrimination sexuelle dans la Loi révisée, les propositions relatives au statut des membres sont fondées sur a) les effets du mariage sur le statut des Indiens adultes, et b) sur les effets des mariages mixtes sur le statut des enfants.

Il est proposé que le statut des Indiens inscrits, hommes ou femmes, ne soit pas modifié par le mariage à un non-Indien. En même temps, on propose qu'une personne non-indienne ne puisse obtenir le statut d'Indien inscrit du fait qu'elle épouse un Indien.

Sur la question des enfants issus de mariages mixtes (Indien et non-Indienne, ou inversement, il est proposé que:

a) les enfants issus de tels mariages (i.e. première génération) obtiennent le statut d'Indien;

b) les enfants de la seconde génération issus d'un mariage mixte (e.g. première génération indienne ci-dessus à un non-Indien) puissent devenir un "membre bénéficiaire de la bande, à la discrétion de la bande intéressée (i.e. aux termes d'un règlement).

### VI. Anachronismes

Certains articles de la présente Loi sur les Indiens semblent aujourd'hui dépassés et devraient être abrogés ou modifiés. Ce sont:

a) article 32(1) — vente de produits agricoles provenant de réserves dans les provinces des Prairies et requérant la permission par écrit du surintendant.

b) articles 42 & 43 — juridiction ministérielle virtuellement illimitée sur les testaments et successions.

c) articles 94, 95 et 100 — possession, vente et effets de "spiritueux".

d) article 34 — pouvoirs des surintendants à l'égard des routes, ponts, etc. dans les réserves.

Plusieurs autres articles pourraient aussi être étudiés sous ce chapitre.

## Indians and the Law

# The firearms acquisition certificate

By BILL BADCOCK

As of New Year's Day, 1979, all persons in Canada wishing to purchase, trade or otherwise acquire possession of a firearm will have to obtain a Firearms Acquisition Certificate. These certificates will be valid anywhere in Canada for a period of five years, so a separate certificate will not have to be obtained for each purchase or acquisition. They will only have to be renewed after the five year period has expired.

**William T. Badcock is a non-status Indian of Mohawk descent. In 1973 he entered Queen's University at Kingston, Ontario, from which he graduated with an LL.B. in 1976. He was called to the Bar of Ontario in April 1978.**

A Firearms Acquisition Certificate will not be necessary for weapons that people have in their possession for the purpose of hunting and sporting prior to December 31, 1978, but will only be needed for new acquisitions after that date.

These certificates will be issued at a cost of \$10.00, and if the certificate is lost within the five year period a

replacement certificate will be issued for \$3.00, which will cover the balance of the original five year period.

There are two exemptions that will affect native people who acquire firearms after January 1, 1979:

(1) No person under the age of 16 will be issued a certificate to acquire a firearm, but any person over the age of 16 who only borrows a firearm to use under the supervision of a person lawfully in possession of the firearm will not be required to obtain a certificate.

(2) There will be no charge for the issuance of a Firearms Acquisition Certificate or its replacement to persons who use firearms in hunting or trapping operations that sustain themselves and their families, nor will a person over the age of 16 who borrows a firearm in order to hunt or trap to sustain himself or his family be required to obtain a certificate.

These certificates are merely authorizations to acquire a firearm in Canada, and are not designed to replace licences to own, carry or possess weapons or permits to convey weapons.

Sections 104 to 106 of the *Criminal Code* will be the legislative authority

regulating the issuance of Firearms Acquisition Certificates. According to the Ministry of the Solicitor General, the application forms for such certificates will include the following basic data:

- 1) Surname and complete given names;
- 2) Home and business telephone numbers;
- 3) Complete mailing address;
- 4) Social insurance number;
- 5) Occupation;
- 6) Address(es) over the previous five years;
- 7) Place of birth;
- 8) Date of birth;
- 9) Sex, height, weight and colour of eyes.

As well, the applicant will have to answer the following questions:

- 1) Have you ever been convicted of an indictable criminal offence associated with violence for which a pardon has not been granted? (This does not include convictions for summary conviction offences such as minor traffic violations, offences against provincial liquor laws, common assault or causing a disturbance).

- 2) Have you, during the past five years, been treated for a mental disorder which was associated with violence or threatened or attempted violence on your part whether against yourself or another person?
- 3) Have you ever been prohibited from possessing a firearm, ammunition or explosive substance?
- 4) Have you ever been refused a Firearms Acquisition Certificate, Restricted Weapon Registration Certificate, or firearms permit?
- 5) Have you ever had a Restricted Weapon Registration Certificate or firearms permit revoked?
- 6) Have you completed a course in, or successfully completed a test related to the safe handling and use of firearms?

After completing the application, the applicant will be required to sign a statement that the information given is, to the best of his or her knowledge, true.

A firearms officer, who is someone appointed in writing by the provincial Attorney General and will usually be a police officer, may refuse to issue a Firearms Acquisition Certificate to the following classes of persons:

- 1) Persons who have been convicted within five years prior to the application date of an offence in which violence against another

person was used, threatened or attempted, or of an offence related to firearms under the *Criminal Code*.

2) Persons treated within the previous five years of a mental disorder associated with violence or threatened or attempted violence, either against another person or the applicant him- or herself.

3) Persons having a history or behaviour over the previous five years of threatened or attempted violence, whether convicted or treated or not.

If a firearms officer, in his discretion, refuses to issue a Firearms Acquisition Certificate, the applicant may, within thirty days of receiving written notification of the refusal, request that a magistrate (or provincial court judge, as the case may be) confirm the opinion that it is not desirable in the public interest for the applicant to possess a firearm.

There are, however, three instances where the firearms officer has no discretion but is prohibited from issuing a Firearms Acquisition Certificate:

- 1) To a person under the age of 16;
- 2) To a person who is either under an order of prohibition from possessing a firearm or who is prohibited from possessing firearms as a condition of probation;
- 3) To a person who fails to produce evidence that he or she has completed a course or test approved by the province concerned in the safe handling and use of firearms.

If the Attorney General of a province so requests, the federal government may declare that in the province concerned any document such as a hunting licence, certificate, permit or other such document be considered a firearms acquisition certificate if, in the opinion of the federal government, such a document could only be issued to a person who would qualify under the *Criminal Code* to be issued a Firearms Acquisition Certificate.

If you have any questions concerning the new gun control laws please write to the Indian News and we will try to answer your questions. Further information on gun control is available from your local police detachment or from:

Gun Control in Canada  
Ministry of the Solicitor General  
340 Laurier Avenue West  
Ottawa, Ontario  
K1A 0P8

## Names in the News

**Mike Mitchell**, director of the North American Indian Travelling College, says that young Indians are returning to the old ways and traditions of their forefathers as a way of fighting the corrupting influences of modern society . . . **Andrew Rickard**, Chief of Grand Council Treaty 9, said Indians consider the new tripartite process for solving their problems as a last resort . . . **Gayle Mason**, daughter of Saugeen Indian chief **James Mason**, took her seat on the Bruce County Board of Education after a six-month fight to win it . . . **Paul Williams**, director of the Union of Ontario Indians, says Indian bands should have access to confidential adoption information to ensure that Indian children are not denied rights they are entitled to under the Indian Act . . . **Nelson Small Legs**, Chief of the Peigan Band, says his tribe will not negotiate access to its reserve unless the Alberta government deals with the land claim behind the band's irrigation blockade this past May . . . **Steve Sacobie**, Chief of the Kingsclear Reserve, says he will disregard an agreement signed with the federal department of fisheries and leave salmon nets in the St. John River past the 8 a.m. deadline if two of his conditions are not met . . . **George Manuel**, president of the Union of B.C. Indian Chiefs, has repeated a warning that his people may resort to violence unless the federal fisheries department recognizes the natives' aboriginal right to fish for food . . .

**Carl Ray**, a well known Ojibway artist from Sandy Lake, was found lying on a street in Sioux Lookout and was taken to a hospital where he died of undisclosed injuries. He was 35 years of age . . . **Jack Horner**, Industry Minister for Alberta, says he will intervene in the case of Indian businessman **Tom Sawyer**, manager of the defunct Sawyer Boat Manufacturing Ltd., whom he believes "got a raw deal" from the department of Indian affairs . . . **David Maracle**, a five-year teacher at Quinte Mohawk Indian School, is conducting a 10-week course in a new Mohawk language to help preserve the language among Mohawks . . . **John Joe Sark**, of the Lennox Island Band, said he fears the loss of 100 jobs in the Atlantic region because of a cutback of federal funding to the regional office of the department of Indian affairs . . . **Joe Dion**, president of the Indian Association of Alberta, said the association has received a confidential copy of a policy directive which indicates the federal government will no longer pay the medicare premiums of all Indians . . . **Garry Potts**, Chief of the Bear Island Band, said he is willing to lift some of the land cautions registered against 4,000 square miles of land in 110 townships in the Temagami area to alleviate hardship in specific cases . . .

## Shaman

(continued from page 1)

health problems but would not be confined to that area.

He said the hospital staff has been baffled by inability to meet the needs of the area's Indian population. The use of a shaman has proved successful in communities in British Columbia, Arizona and Mexico, he said.

He said Indians comprise only one-sixth of the Kenora area's total population, but account for 75 per cent of the patients in the pediatric ward, 70

per cent in the mental health program, and 90 per cent in the detoxification program.

"It has been documented that there is a high incidence of mental health problems among the native people and yet we were discovering that the hospital was unable to relate adequately with these people.

"The problem in the past is that we have imposed the white man's culture on the natives. This will be an attempt to integrate the two cultures."

## Les Indiens et la loi

# Permis d'acquisition d'armes à feu

Par BILL BADCOCK

A partir du 1er janvier 1979, les personnes désirant acheter, échanger ou acquérir d'autres façons une arme à feu au Canada devront au préalable obtenir une Autorisation d'acquisition d'armes à feu. L'autorisation est valide n'importe où au Canada, pour une période de cinq ans, et peut être renouvelée. Toutefois, les détenteurs d'armes n'auront pas à demander une Autorisation pour les armes acquises avant le 31 décembre 1978.

**William T. Badcock, Indien non inscrit de descendance mohawk, a fréquenté l'Université Queens, à Kingston, Ontario de 1973 à 1976, année où obtint son baccalauréat en Droit. Il fut admis au Barreau de l'Ontario en avril 1978.**

Les Autorisations coûteront \$10. Si le document est perdu pendant la période de cinq ans, on pourra le faire remplacer moyennant \$3, mais sans

que le délai de l'autorisation originale ne soit modifié.

Deux exceptions sont prévues pour les Amérindiens qui se procureront des armes après le 1<sup>er</sup> janvier 1979:

1) L'autorisation ne peut être délivrée à une personne de moins de 16 ans, mais toute personne de plus de 16 ans qui se sert d'une arme sous la surveillance de son propriétaire légal n'est tenue d'obtenir une autorisation.

2) Il n'y a pas de frais à payer dans le cas d'une autorisation d'acquisition (ou son remplacement) délivrée aux personnes qui se servent des armes pour chasser ou piéger afin de subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille; la même disposition s'applique aux personnes de plus de 16 ans qui empruntent une arme à feu pour les mêmes fins.

Ces documents ne sont que des autorisations d'acheter des armes au Canada et ne remplacent pas les permis habituels pour la possession, le port ou le transport d'armes à feu.

Les articles 104 à 106 du *Code criminel* régissent la délivrance des Autorisations d'acquisition d'armes à feu. Selon le ministre du Solliciteur général, les requérants devront fournir les renseignements suivant au moment de la demande:

- 1) Nom et tous les prénoms
- 2) Numéros de téléphone à la maison et au travail
- 3) Adresse complète
- 4) Numéro d'assurance sociale
- 5) Profession
- 6) Adresses successives au cours des cinq dernières années
- 7) Lieu de naissance
- 8) Date de naissance
- 9) Sexe, taille, poids et couleur des yeux.

En outre, le requérant devra répondre aux questions suivantes:

1) Avez-vous déjà été condamné pour un acte criminel avec violence et pour lequel le pardon n'a pas été accordé? (A l'exclusion des délits mineurs: violation du code de la route ou des lois provinciales sur les boissons alcooliques, voies de fait simples, tapage).

2) Avez-vous, au cours des cinq dernières années, reçu des soins psychiatriques pour des comportements violents, ou tenté de commettre ou commis des actes violents contre vous-même ou une autre personne?

3) Avez-vous déjà été frappé d'interdiction de détention d'une arme à feu, de munitions ou d'explosifs?

4) Vous a-t-on déjà refusé une Autorisation d'acquisition d'armes à feu, un Certificat d'enregistrement d'arme à autorisation restreinte ou un permis de port d'arme à feu?

5) Vous a-t-on déjà révoqué un Certificat d'enregistrement d'arme à autorisation restreinte ou un permis de port d'armes à feu?

6) Avez-vous terminé un cours ou passé un test sur le maniement ou l'emploi des armes à feu?

Après avoir rempli le formulaire, le requérant doit le signer pour attester que tous les renseignements donnés sont, autant qu'il sache, vrais.

Le préposé aux armes à feu, habituellement un policier nommé par le ministre provincial de la Justice, peut refuser de délivrer une Autorisation d'acquisition d'armes à feu aux personnes:

- 1) reconnues coupables au cours des cinq dernières années à partir de la date de la demande, d'un acte criminel avec emploi ou menace de violence, ou d'une infraction au *Code criminel* concernant les armes à feu;
- 2) ayant reçu des soins psychiatriques pour des comportements violents ou pour avoir tenté de commettre ou commis des actes violents contre soi-même ou autrui.
- 3) reconnues pour avoir eu des comportements violents au cours des cinq dernières années, qu'elles aient été reconnues coupables ou pas, traitée ou pas.

Si un préposé aux armes à feu refuse de délivrer une Autorisation d'acquisition d'armes à feu, le requérant peut, dans les trente jours de la date de réception de l'avis écrit à cet effet, interjeter appel devant un magistrat (ou un juge de la cour provinciale).

Il y a cependant trois cas où le préposé aux armes à feu doit refuser de délivrer une Autorisation d'acquisition d'armes à feu:

- 1) aux personnes de moins de 16 ans;
- 2) aux personnes frappées d'interdiction de possession d'armes à feu ou non autorisées parce qu'il s'agit d'une libération conditionnelle;
- 3) aux personnes qui ne peuvent fournir la preuve qu'elles ont suivi un cours ou passé un test sur le maniement et l'emploi des armes à feu.

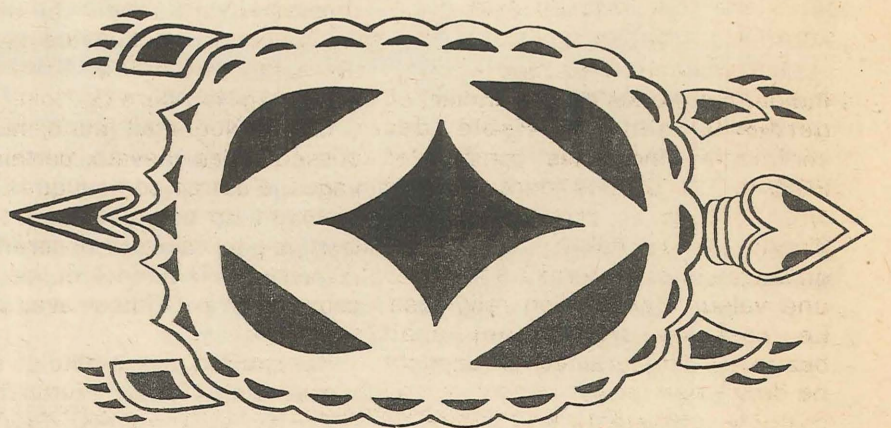
A la demande du ministre de la Justice d'une province, le gouvernement fédéral peut déclarer que, dans cette province, le permis de chasse ou un document du genre peut tenir lieu d'Autorisation d'acquisition d'armes à feu, mais seulement si le gouvernement fédéral est d'avis que ce document n'est délivré qu'à des personnes susceptibles d'obtenir l'Autorisation en vertu du *Code criminel*.

Pour obtenir plus de renseignements sur la Loi sur le contrôle des armes à feu au Canada, vous pouvez vous adresser à NOUVELLES INDIENNES, communiquer avec le service de police de votre localité ou encore écrire à l'adresse suivante:

Contrôle des armes à feu au Canada  
Ministère du Solliciteur général  
340, avenue Laurier ouest  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0P8

## Mentions honorables et autres . . .

**Mike Mitchell**, directeur du *North American Indian Travelling College*, dit que les jeunes Indiens retournent aux vieilles méthodes et traditions de leurs ancêtres pour lutter contre les influences corruptrices de la société moderne ... **Andrew Rickard**, chef du Grand Conseil du Traité no 9, dit que les Indiens voient dans la nouvelle méthode tripartite de solutionner leurs problèmes une dernière chance ... **Gayle Mason**, fille du chef indien Saugeen **James Mason**, a finalement pris possession de son siège au sein de la Commission scolaire du comté de Bruce, après une lutte de six mois ... **Paul Williams**, directeur de l'Union des Indiens de l'Ontario, dit que les bandes indiennes devraient avoir accès aux renseignements confidentiels concernant l'adoption afin d'assurer que les enfants indiens ne soient pas privés des droits que leur confère la Loi sur les Indiens ... **Nelson Small Legs**, chef de la bande Peigan, dit que sa tribu ne négociera pas l'accès à sa réserve à moins que le gouvernement de l'Alberta règle la réclamation territoriale qui est la cause du litige et du blocus de l'irrigation que la bande a levé en mai dernier ... **Steve Sacobie**, chef de la réserve Kingsclear, dit qu'il ne tiendra pas compte d'un accord conclu avec le ministère fédéral des Pêches et qu'il laissera ses filets de pêche au saumon dans la rivière St. John après l'heure limite de 8 heures du matin si on ne répond pas à deux de ses conditions ... **George Manuel**, président de l'Union des Chefs de la Colombie-Britannique, a répété que son peuple pourrait recourir à la violence si le ministère fédéral des Pêches ne reconnaît pas les droits originaux des autochtones à pêcher pour se nourrir ... **Carl Ray**, artiste Ojibway bien connu originaire de Sandy-Lake, a été trouvé gisant dans une rue de Sioux-Lookout et a été conduit à l'hôpital, où il est décédé de blessures indéterminées. Il était âgé de 34 ans ... **Jack Horner**, ministre de l'Industrie de l'Alberta, dit qu'il interviendra dans la cause de l'homme affaire indien **Tom Sawyer**, gérant de la défunte compagnie *Sawyer Boat Manufacturing Ltd.*, qui, selon lui, s'est fait "avoir" par le ministère des Affaires indiennes ... **David Maracle**, qui enseigne depuis cinq ans à l'école indienne mohawk de Quinte, donne un cours de dix semaines sur la langue mohawk en vue de la sauvegarder ... **John Joe Sark**, de la bande de Lennox-Island, dit qu'il craint que la région de l'Atlantique perde une centaine d'emplois à la suite de la réduction du financement fédéral du bureau régional du ministère des Affaires indiennes ... **Joe Dion**, président de l'Association des Indiens de l'Alberta, a dit que son organisme avait reçu une copie confidentielle d'un énoncé de politique qui indique que le gouvernement fédéral ne paiera plus les primes d'assurance-santé de tous les Indiens ... **Garry Potts**, chef de la bande de Bear-Island, dit qu'il est disposé à laisser tomber certaines des restrictions territoriales inscrites à l'égard de 4,000 milles carrés de terre dans 110 comtés de la région de Temagami afin d'alléger les difficultés que présentent certains cas.



# Children's Page . . .

## WHO'S WHO

- |                       |   |
|-----------------------|---|
| 1. Noel Starblanket   | (a) Native Women Association of Canada. |
| 2. Willie Joe         | (b) Lennox Island Band.                 |
| 3. Jack Sark          | (c) Confederation of Indians of Quebec. |
| 4. James Sark         | (d) Grand Council Treaty No. 3.         |
| 5. Lawrence Whitehead | (e) Prince Edward Island Abegweit Band. |
| 6. Andrew Delisle     | (f) Yukon Native Brotherhood.           |
| 7. John Peter Kelly   | (g) National Indian Brotherhood.        |
| 8. Bertha Allen       | (h) Manitoba Indian Brotherhood.        |

- |        |        |
|--------|--------|
| 8. (a) | 4. (e) |
| 7. (d) | 3. (b) |
| 6. (c) | 2. (f) |
| 5. (h) | 1. (g) |

## ANSWER TO PUZZLE

## Starblanket Interview

*"My feelings generally towards school, I used to look forward to going to school when I was younger, I guess basically because the school that I attended was a residential school and there was a great deal of sport activities, and I enjoyed the classroom environment but I really disliked it before and after some of the things we had to do. It was a very religious discipline and I sort of escaped it by doing a lot of sports."*

These were the opening remarks of Noel Starblanket, when he took some time off to speak with the Children's Page Editor of INDIAN NEWS. Mr. Starblanket agreed to share some of his thoughts and memories about his life, going to a religious school, travelling with his father and speaking Cree as a very young boy. Noel's memories about his early years are fond ones and he speaks of his parents and grandparents with great affection and respect.

As a young boy he remembers that his people were very strong in practising the Indian Religion and Indian way of life. The Cree people fought not to accept the modern things that society dictated to them and as a result Starblanket remembers that his people were often labelled 'backward'. The people were also very aware of the role that Indian dancing played in their life, for instance the Sun Dance was done in time of need and praise to the Creator. He remembers that the Dance brought a lot of spiritual unity among his people.

He fears that today the Indian people and especially the young people may not fully understand the true meaning of Indian Ceremonies, for instance the POW WOWS. Today people dance in the Pow Wows more for entertainment and showmanship when in the old days when the people knew that a dance was a religious expression. He remembers that the Indian people put a lot of importance on the Traditional dress of the dancer. It was important for the dancer not to drop any part of his costume, even a feather. If a dancer dropped anything that was part of his dress then the family had to sacrifice something personal and valuable in order for the dancer to regain this particular object.

Today this is no longer the practice, when a dancer drops anything from his dress the singers may perform a special song for him but nothing is sacrificed. He stresses that it is still very important that the young people take part in the dances, but should keep in mind that a dance is not for money but a means of communicating with the Indian people and the Great Spirit.

Who are the people that influenced Noel as a young man? He mentions his father and grandfather. His grandparents spoke only Cree to him and he enjoys meeting Cree Indian people. He recalls that his father allowed him to attend a lot of the Indian meetings and what really impressed him about these gatherings was the spirit of unity and friendship that was felt among the Indian Chiefs. He remembers with pride that his father treated him with respect and understanding in his young years. He learned about politics through observing and listening to his father and grandfather. Both his father and grandfather have been chiefs on the Starblanket Reserve. It may be of interest to our readers that the Starblanket reserve was named after Noel's great-great grandfather.

When Noel was a young boy his family had horses, both wild and tame ones, but he was only allowed to have a little pony. He remembers that he took very good care of his pony and he decorated it with a Indian blanket and beads, just like he saw his father do with his horse. He was the youngest of six boys and he remembers that he always had to fight for what he wanted.

He remembers the horse races that his brothers would have, even though he was the youngest and rode a pony he was allowed to take part in the races, they would give him a few

This is a Special Invitation  
To All Our Young Readers  
Send Us Your Stories, Poems, Riddles  
and Pictures and We Will Share  
Them With All The  
Boys And Girls In Canada

To All The Young People Welcome Back!

I know that many of you have been enjoying a warm and lazy summer and now you are all back to school. In some cases your teachers have already asked for the typical *What I Did During My Summer Holidays* essay. Well guess what? We at INDIAN NEWS want to know what you are doing NOW. So when you have a minute or two sit down and write that short story, poem or riddle. We in turn will share it with all our readers.

Write to us at: Indian News  
Children's Page  
Department of Indian & Northern Affairs  
Ottawa, Ontario  
K1A 0H4

yards head start but he laughs and admits, "they would soon be on top of me." He did some travelling when he was a boy, his family visited relatives and friends on other reserves. They travelled with horses but sometimes they travelled by train.

What are his wishes for the young Indian people? To be confident in

their Indian heritage, to be determined in getting what they want and not to be easily discouraged.

Before Noel became the President of the National Indian Brotherhood in 1976 he had served as Chief on the Starblanket Reserve and Vice-President of the Federation of Saskatchewan Indians.

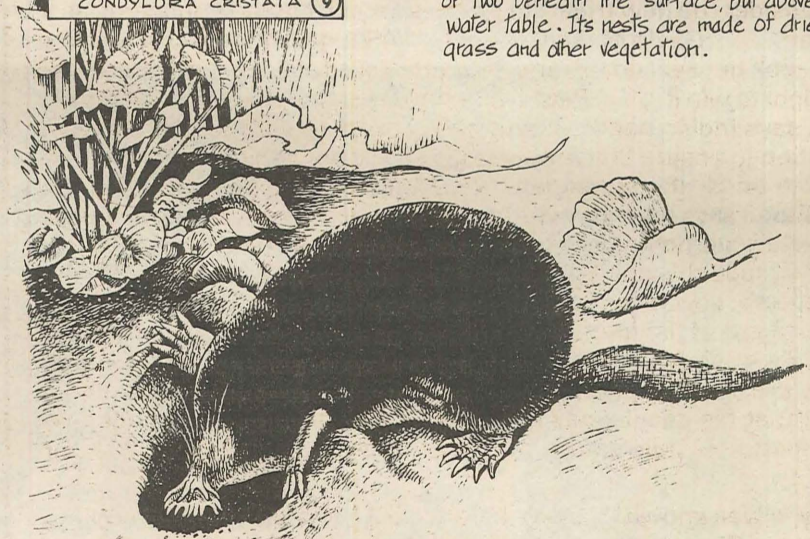
## NATURAL HISTORY NOTEBOOK

PRESENTED BY: THE NATIONAL MUSEUM OF NATURAL SCIENCES, OTTAWA

National Museums  
Canada

### STAR-NOSED MOLE

CONDYLURA CRISTATA 9



Like others of its kind, the Star-nosed Mole is very powerful in relation to its size. Using its paddle-shaped hands together with a twisting motion of its compact body, it constructs a network of tunnels a foot or two beneath the surface, but above the water table. Its nests are made of dried grass and other vegetation.

Found over most of eastern Canada as far north as James Bay, this animal is about 8" in length, approximately 1/3 of which is tail. The tip of the snout is expanded into a naked pink disc which supports 22 finger-like tentacles or feelers and which give this creature its name.

Active for 12 months of the year, it spends a good deal of its time in the water where it is an able swimmer, and has often been observed swimming under the ice in winter. The Star-nosed Mole prefers wet, swampy ground and subsists on a diet of worms, insects and crustacea. It has few natural enemies but sometimes falls prey to the Great Horned Owl and to some of the larger fish.

# Pour les plus jeunes . . .

- |                       |  |
|-----------------------|--|
| 1. Noel Starblanket   | (a) Association des femmes autochtones du Canada |
| 2. Willie Joe         | (b) Bande de l'île Lennox                        |
| 3. Jack Sark          | (c) Confédération des Indiens du Québec          |
| 4. James Sark         | (d) Grand Conseil du Traité n° 3                 |
| 5. Lawrence Whitehead | (e) Bande Abegweit de l'Île-du-Prince-Édouard    |
| 6. Andrew Delisle     | (f) Fraternité des autochtones du Yukon          |
| 7. John Peter Kelly   | (g) Fraternité des Indiens du Canada             |
| 8. Bertha Allen       | (h) Fraternité des Indiens du Manitoba           |

- |        |        |
|--------|--------|
| 8. (a) | 4. (e) |
| 7. (d) | 3. (b) |
| 6. (c) | 2. (f) |
| 5. (h) | 1. (g) |

## RÉPONSES AU QUID

Invitation spéciale à tous nos jeunes lecteurs: Vous avez un récit, un poème, une devinette ou une photo? Envoyez-les au journal; nous en ferons profiter tous les garçons et filles du Canada!

Bienvenue aux jeunes!

Eh oui, c'est la rentrée. Finies les vacances, terminé le bel été ensoleillé. À l'école, on vous a peut-être déjà demandé la composition classique sur le thème de "vos activités estivales". Nous, de l'équipe des NOUVELLES INDIENNES, voulons en revanche savoir ce que vous faites MAINTENANT. Prenez quelques minutes, écrivez le beau récit, le poème ou encore la devinette que vous aimeriez nous faire connaître. Nous en ferons profiter nos lecteurs.

Écrivez-nous à: Nouvelle indiennes  
Page des enfants  
Ministère des Affaires indiennes et du Nord  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0H4

## Entretien avec M. Noël Starblanket

*"Mes impressions sur l'école? Très jeune, j'avais hâte d'aller en classe. Je pense que c'était surtout parce que j'étais pensionnaire et que l'on faisait beaucoup de sport. J'aimais bien l'ambiance des cours, mais j'étais parfois très mal à l'aise dans certaines activités. L'éducation était très religieuse et je m'évadais en quelque sorte en faisant beaucoup de sport."*

Ce sont là les propos d'ouverture de l'entrevue qu'a bien voulu accorder Noël Starblanket au rédacteur de la Page des enfants de NOUVELLES INDIENNES. M. Starblanket, qui est président de la Fraternité des Indiens du Canada, a accepté de partager les impressions et les souvenirs qu'il garde de sa jeunesse alors qu'il fréquentait une école religieuse, qu'il voyageait en compagnie de son père et qu'il parlait le Cri. Ses souvenirs d'enfance sont très beaux et c'est avec une profonde affection et un grand aspect qu'il parle de ses parents et grands-parents.

Son peuple tenait beaucoup à sa religion et à son mode de vie. Les Cris ont lutté contre le "modernisme" que voulait leur imposer la société. M. Starblanket se rappelle que l'on traitait souvent sa tribu d'arriérée. La danse jouait un rôle très important. La Danse du Soleil, par exemple, était exécutée pour louer le Créateur ou implorer son aide dans les moments difficiles. Elle créait une unité spirituelle très forte au sein de la tribu.

M. Starblanket craint que le peuple indien, les jeunes en particulier, ait perdu le sens véritable des cérémonies indiennes comme les POW WOW. De nos jours, les pow wow servent de prétexte pour se divertir et se faire valoir, alors qu'autrefois on accordait à la danse une valeur d'expression religieuse. Le costume traditionnel avait beaucoup d'importance. Le danseur ne devait rien laisser tomber de son costume, pas même une plume. Si cela se produisait, la famille du danseur devait sacrifier un objet personnel de valeur pour que ce

dernier puisse reprendre possession de ce qu'il avait laissé tomber. Mais cela ne se fait plus; on se contente de chanter spécialement pour lui; rien n'est sacrifié. D'après lui, il importe que les jeunes prennent part aux danses rituelles, sans toutefois oublier qu'il ne s'agit pas d'une activité lucrative" mais d'un moyen, pour l'Indien, de communiquer avec le Grand Esprit.

Parmi les personnes qui l'ont influencé dans sa jeunesse, il mentionne son père et son grand-père. Ses grands-parents ne parlaient que le Cri avec lui et, aujourd'hui, il est toujours heureux de converser dans cette langue. Son père lui permettait d'assister à de nombreuses réunions et ce qui l'impressionnait le plus, c'était l'esprit d'unité et d'amitié qui régnait entre les chefs. Il dit avec fierté que son père le traitait avec respect et faisait preuve d'une grande compréhension à son égard. Il fut initié à la politique en observant et en écoutant son père et son grand-père, qui furent tous deux chefs de la réserve Starblanket. Ajoutons à l'intention de nos lecteurs que la réserve a été nommée en l'honneur de l'arrière-grand-père de Noël.

Quand Noël était jeune, sa famille possédait des chevaux, certains sauvages, d'autres domestiqués. On lui réservait un poney. Il lui prodiguait tous les soins et le décorait d'une couverture indienne et de perles comme son père faisait avec sa monture.

Benjamin d'une famille de six garçons, il devait toujours lutter pour obtenir ce qu'il voulait. Ses frères avaient l'habitude d'organiser des courses de chevaux. Comme il était jeune et n'avait qu'un poney, ceux-ci

lui laissaient quelques mètres d'avance mais, d'avouer en riant, ils ne tardaient pas à le rattraper. Il a un peu voyagé avec sa famille, pour aller rendre visite à des parents ou amis vivant dans d'autres réserves. Le groupe se déplaçait à cheval, parfois en train.

Quels vœux formule-t-il pour les jeunes Indiens? Celui de croire en

leur héritage indien, d'être fermes lorsqu'il s'agit de faire respecter leurs droits et de ne pas se décourager.

Avant de devenir président de la Fraternité des Indiens du Canada en 1976, Noël était chef de la réserve Starblanket et vice-président de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan.

## CARNETS D'HISTOIRE NATURELLE

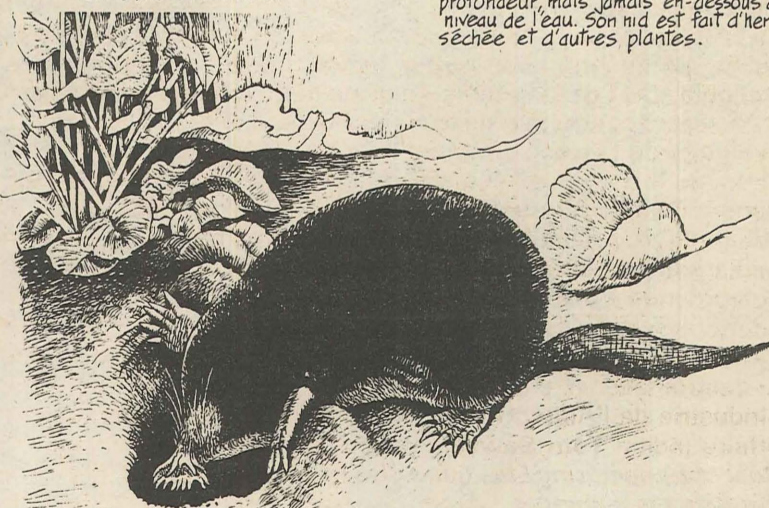
PRÉSENTÉS PAR: LE MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES NATURELLES, OTTAWA

Musées nationaux Canada

### CONDYLURE ÉTOILÉ

CONDYLURA CRISTATA

Comme les autres animaux de ce genre, le Condylure étoilé possède une force extraordinaire par rapport à sa taille. À l'aide de ses pattes antérieures en forme de rames et avec un mouvement rotatif de son corps ramassé, il peut creuser un réseau de tunnels à un ou deux pieds de profondeur, mais jamais en-dessous du niveau de l'eau. Son nid est fait d'herbe séchée et d'autres plantes.

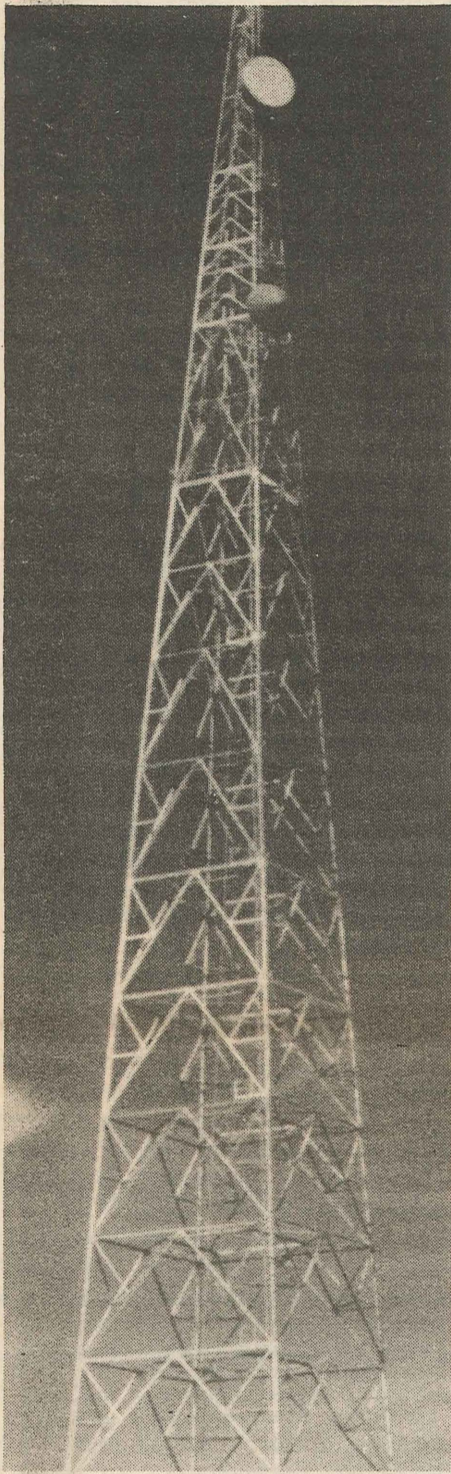


Il vit dans pratiquement tout l'est du Canada, jusque dans la région septentrionale de la baie James. Il mesure environ 8 pouces de longueur dont la queue totalise un tiers. Le bout de son museau a la forme d'un disque rose dénudé, qui porte vingt-deux "doigts" du genre tentacules ou antennes, d'où son nom.

Le Condylure étoilé est actif l'année durant. Il passe une bonne partie de son temps dans l'eau; il est bon nageur, et peut même plonger sous la glace en hiver. Cet animal préfère les terrains humides et marécageux où il se nourrit de vers, d'insectes et de crustacés. Il a peu d'ennemis naturels, mais parfois devient la proie du Grand Duc ou de quelque gros poisson.

# Project Iron Star

## a final assessment and report



An experimental project by the Alberta Native Communications Society (ANCS) whose purpose was to transmit information and entertainment programs to remote northern Alberta Indian communities ended some time ago.

A University of Alberta team headed by Dr. A.D. Fisher and L. Morose has now completed an assessment of the project and Indian News is pleased to present a condensed version of their findings.

In May 1977, Project Iron Star moved into full swing. ANCS ordered studio and control room equipment for the video phase. Its staff and evaluators met to establish lines of communications as well as to work out the role of the field worker/facilitator.

Technicians and ANCS field workers visited Assumption, Fort Chipewyan and Desmarais (the three project communities) to set up the terminals. With television cameras borrowed from the Northern Alberta Institute of Technology, ANCS proceeded to set up the rest of the studio equipment.

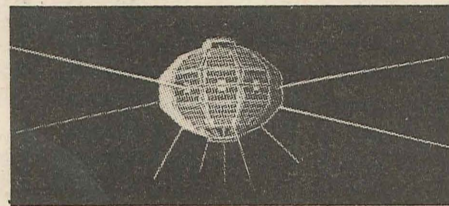
August 1 was the beginning of broadcasting (although the official beginning was on Aug. 10) with Fred Jobin as host. This broadcast, says the report, attracted the largest single community audience of the entire series.

From August to December there were 76 broadcasts for a total of 142 hours. During the entire period, approximately 4,454 persons received Iron Star broadcasts in the three primary project communities.

The choice of programming was left to the field workers who indicated particular programmes which they thought would be relevant to their communities. Programmes such as Gun Control, Housing and Public Works and community profiles were

well received by audiences in the communities.

In the schools, the programmes which were most accepted were the series "Jeremy", "Chief Dan George", "Cold Journey" and a debate on rural versus urban living and their advantages and disadvantages.



### Interaction

During almost every Iron Star broadcast, reports the assessment team, there was some interaction or "feedback" between the broadcast crew, the field workers and the audience.

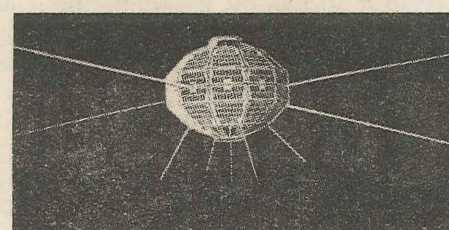
"Assumption wanted more close-ups so they could see who they were talking to." "Fort Chipewyan commented that it was a relief to watch down to earth people for a change."

Interaction also took the form of requests for information. Requests that an educational counsellor from DIA appear; Fort Chipewyan asked about the possibility of having a hospital built in their community and Assumption asked about the possibility of transferring control of medical services to the Slaves of the Upper Hay River Band from Health and Welfare.

In October, Sam Sinclair of Alberta Fish and Wildlife discussed matters relevant to commercial fishing and trapping, as well as concerns of the meat hunter. Fisher and Morose found that feedback from the communities was exceptional. All three communities deluged Sinclair with questions. For these communities, information from "outside" is valuable. Of particular value is information relevant to ongoing community concerns.

When the spokesperson for Indian Rights for Indian Women appeared in November, another interesting interaction occurred. A discussion with Desmarais in Cree about the aims of their organization resulted in a request from Assumption that it be translated into Slavey or English.

The Gun Control programme from Ottawa via telephone drew excellent feedback from all three project communities. As well, points out the assessment, it drew a request for more gun control information to be brought to the audience through future Iron Star broadcasts.



### Resource People

In response to the question "Is Project Iron Star of sufficient merit to warrant more experiments of this

Kind?", resource people who participated in the transmissions were positive in their response. Twenty-six of them said "yes". The assessment points out that three of the 26 were unable to give an unqualified "yes"; they said "yes if changes were made". Only two resource people said "no" emphatically.

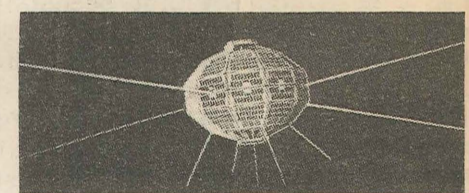
The Department of Indian Affairs found that Iron Star helped them improve their delivery of services. According to Fisher and Morose the department thought their task was made easier in the three communities. DIA suggested that their training programme could benefit if Iron Star continued.

Native Counselling Service found that their participation in three broadcasts increased the number of requests for court workers and has led to the assignment of one worker to visit Fort Chipewyan one day a week.

The assessment team found that native leaders tended to be more enthusiastic about the project. "This might be because they were themselves native people discussing projects and programmes which were of immediate relevance to the Iron Star communities," they report.

Sinclair, of Fish and Wildlife stimulated great interest over matters related to hunting and trapping to the extent that the topic had to be raised again two weeks later.

To the evaluators, teachers from the schools in the three communities responded with mixed opinions in their comments. Their comments indicated that although they had limited enthusiasm for what they perceived the project to be, this doesn't mean that they rejected it. On the contrary, the teacher's attitudes indicated that they wished they had had more involvement in the project.



### Response

"Community response," says Fisher and Morose, "is an important index of Iron Star's impact." This impact in the community was limited by low average attendance at the terminals (8-14 persons per transmission), and also by cultural, linguistic and economic differences between each of the three communities.

Assumption is a Slavey Indian reserve community. Fifty-one percent of the members speak a language "other" than English (Slavey) as their mother tongue. Fifty-four percent of the members of Fort Chipewyan speak a language "other" than English. For 2/3 of them, their mother tongue is Cree. For the remainder it is Chipewyan. Most Chipewyan-speakers in Fort

(continued on page 9)

# Evaluation du projet "Iron Star"

L'Alberta Native Communications Society (ANCS) a diffusé dernièrement la dernière émission d'une série de programmes d'information et récréatifs qui s'inscrivaient dans le cadre d'une expérience pilote effectuée dans des localités indiennes isolées du nord de l'Alberta. A la suite de cette initiative, une équipe de l'Université de l'Alberta, animée par le Dr A.D. Fisher et M.L. Morose, a mené une enquête pour évaluer le programme en cause. **Nouvelles Indiennes** est heureux de pouvoir vous présenter la synthèse des conclusions tirées à cette occasion.

C'est au mois de mai 1977 que débuta le projet *Iron Star*. L'ANCS commanda alors le matériel de studio et de la salle de régie nécessaire pour la retransmission des émissions en vidéo. Le personnel d'*Iron Star* et les évaluateurs se rencontrèrent pour définir les modalités de leur coopération et le rôle de l'équipe de collaborateurs.

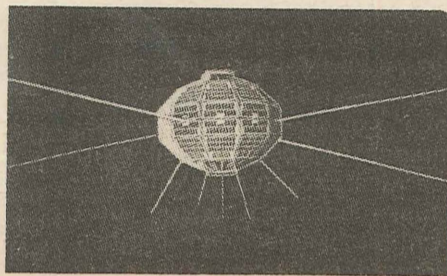
Les techniciens et les collaborateurs de l'ANCS se rendirent dans les trois localités où devaient se dérouler l'expérience, soit à Assumption, Fort-Chipewyan et Desmarais, pour y installer les stations. ANCS posa ensuite le reste de son matériel de studio dont les caméras empruntées au *Northern Alberta Institute of Technology*.

C'est le 1<sup>er</sup> juin que fut diffusée la première émission avec Fred Jobin comme invité. Officiellement les émissions ne débutaient que le 10 août. D'après les conclusions du rapport, ce programme fut le plus écouté de tous ceux du projet.

Entre les mois d'août et de décembre, 76 émissions ont été retransmises dans les trois localités, ce qui représente un total de 142 heures d'antenne, et ont touché 4454 personnes.

L'aménagement des programmes a été laissé à la discrétion des collaborateurs du projet qui connaissaient les goûts et attentes du public auquel les émissions s'adressaient. Les programmes tels que "*Gun Control*", "*Housing*" et "*Public Works*" et les reportages sur les localités participantes et ont été très appréciés de la population locale.

Dans les écoles, ce sont les émissions de la série "*Jeremy*", "*Chief Dan George*", "*Cold Journey*" ainsi qu'un reportage-débat sur les avantages et désavantages respectifs de la vie citadine et rurale qui ont connu le plus grand succès.



## Réaction du public

Selon l'équipe d'évaluateurs, presque chaque séance a donné lieu à un échange fécond et fructueux entre l'équipe de radiodiffusion, celle des animateurs et le public. "Les habitants d'Assumption souhaitaient que les gros plans soient plus nombreux pour mieux voir à qui ils s'adressaient". Ceux de Fort-Chipewyan se sont déclarés "satisfaits de pouvoir dialoguer pour une fois avec des personnes qui avaient les pieds sur terre."

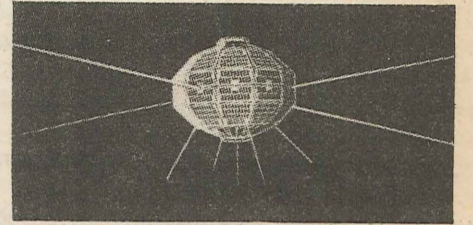
La population a exprimé le vœu de pouvoir disposer d'une plus grande information. Elle a demandé que le ministère des Affaires indiennes lui envoie un conseiller pédagogique; les habitants de Fort-Chipewyan souhaitaient qu'on leur construise un hôpital et ceux d'Assumption que les services de santé, assurés actuellement par le ministère de la Santé et du Bien-être, soient à l'avenir pris en charge par les Indiens Slavey de la bande de Upper-Hay-River.

En octobre, M. Sam Sinclair du ministère albertain de la Pêche et de la Faune a organisé un débat sur la question de la pêche et du piégeage à des fins commerciales, ainsi que sur la situation actuelle du chasseur. MM. Fisher et Morose ont constaté que la participation des habitants des localités à ces programmes avait été exceptionnelle. La population des trois localités a assailli M. Sinclair de questions. Les personnes interrogées considéraient que l'information venant de l'extérieur était précieuse, notamment celle qui avait trait aux difficultés actuelles de leurs localités.

L'émission, animée par le porte-parole de l'organisation de défense des droits des Indiennes, en novembre, a également suscité un vif intérêt et une forte participation. Il a même été demandé de traduire du cri en esclave et en anglais un entretien qui avait eu lieu à Desmarais sur les objectifs de cet organisme.

Le programme "*Gun Control*" organisé par téléphone à partir d'Ottawa a lui aussi été bien accueilli dans les trois localités et a suscité

une importante participation. Comme l'indique le rapport, les habitants ont demandé que l'on réorganise d'autres émissions sur le contrôle des armes à feu, dans le cadre des prochains programmes *Iron Star*.



## Personnes ressources

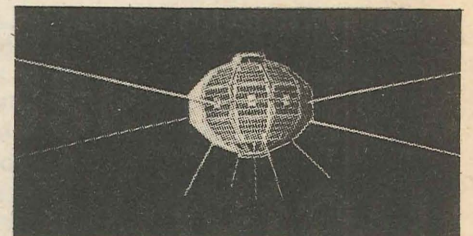
A la question "Pensez-vous que le projet *Iron Star* a connu un succès qui justifie de répéter l'expérience?", les personnes ressources ayant participé aux programmes ont répondu de façon nettement favorable: 26 ont dit "oui", dont trois avec certaines réserves "à condition d'apporter certains changements" et seulement deux se sont déclaré hostiles à l'idée.

Les fonctionnaires du ministère des Affaires Indiennes ont constaté, pour leur part, que le projet *Iron Star* les avait aidés à améliorer la qualité de leurs services au public. D'après MM. Fisher et Morose, le Ministère aurait trouvé que le programme lui avait facilité la tâche dans les trois localités concernées. Le ministère va même jusqu'à penser qu'*Iron Star* pourrait avoir des retombées bénéfiques sur son programme de formation.

Le Service d'orientation des autochtones a participé à trois émissions à l'occasion desquelles de nombreuses personnes ont demandé que l'on nomme des conseillers juridiques, revendication qui a abouti puisque désormais un conseiller se rend une fois par semaine à Fort-Chipewyan.

L'étude a montré que les dirigeants autochtones étaient plus intéressés que quiconque par ce projet qui leur permettait de "s'entretenir eux-mêmes des initiatives et des programmes concernant directement l'avenir des localités choisies dans le cadre d'*Iron Star*". M. Sinclair, du ministère de la Pêche et de la Faune, a si bien su animer le programme sur les questions ayant trait à la chasse et au piégeage qu'il fallut reprendre le débat deux semaines plus tard.

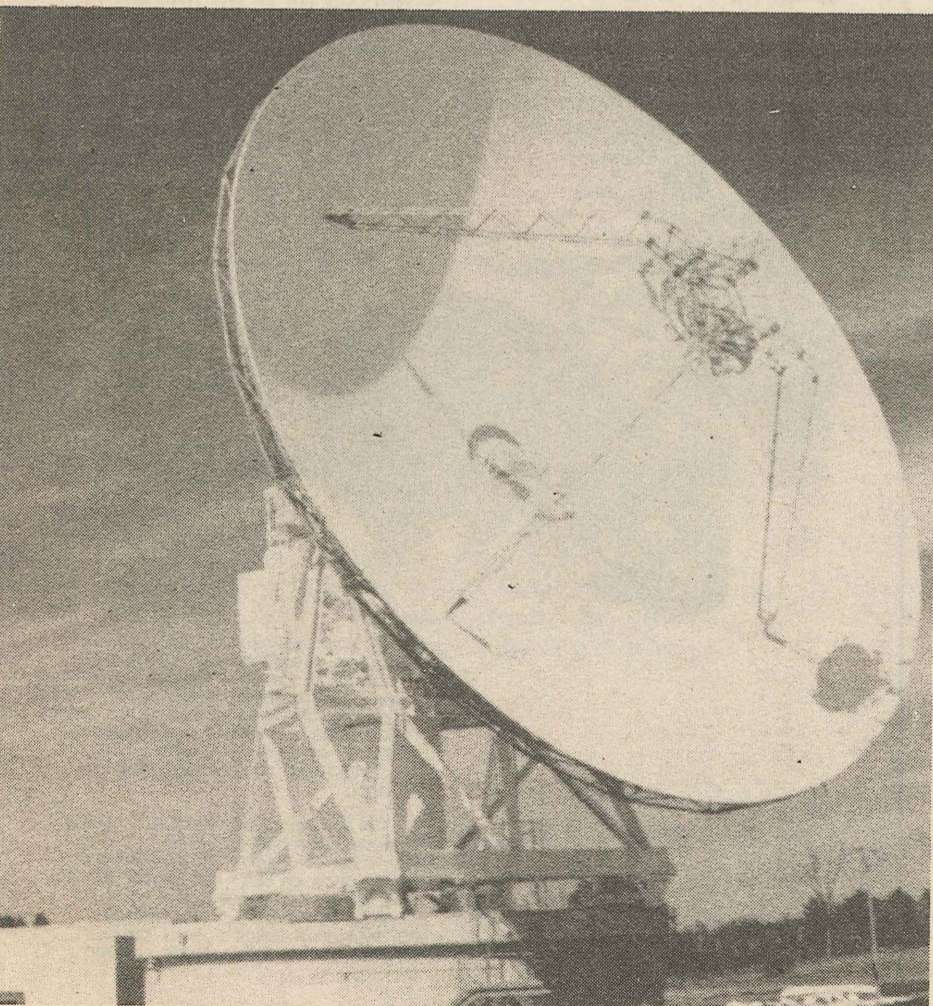
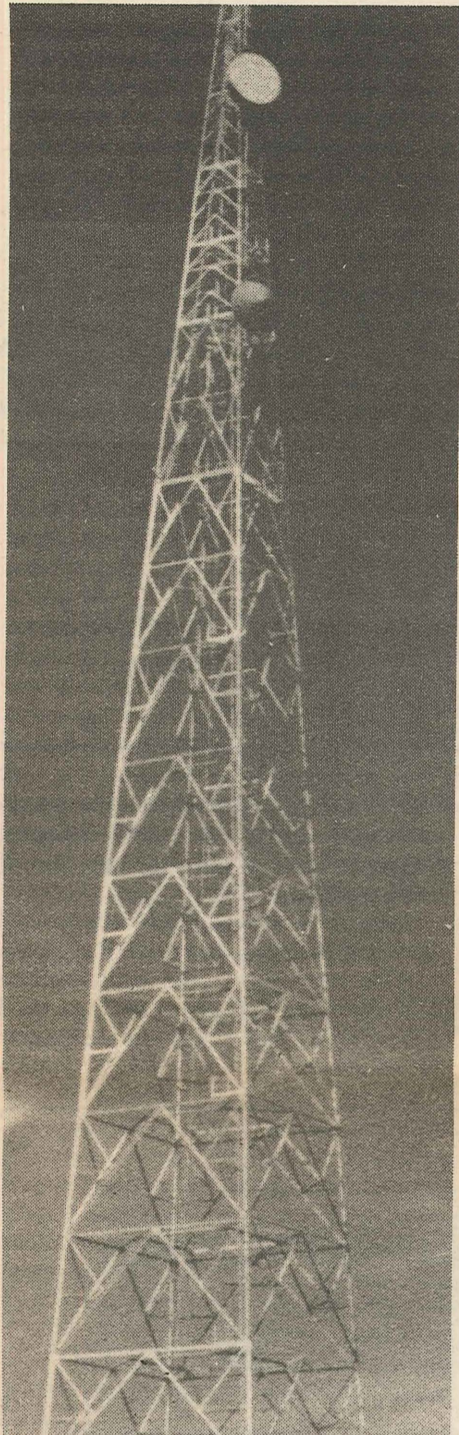
Selon les évaluateurs, les réactions des enseignants des trois localités étaient mitigées. Il ressort toutefois de leurs commentaires que sans être en faveur du projet, ils ne souhaitent pas le voir disparaître. Ils ont déclaré qu'ils auraient souhaité participer plus directement à l'expérience.



## Participation

La "participation de la population," ont dit MM. Fisher et Morose, "est un indicateur important de la réussite du

(suite à la page 9)





## Funding

(continued from page 1)

The warring factions had been working on a single claim until a year-and-a-half ago. They have received more than \$2 million in contributions.

Ottawa wants to negotiate one settlement in which status Indians, non-status Indians and Metis would receive cash, land, exclusive hunting rights, possible resource royalties and more autonomy in return for extinguishing their aboriginal land claims.

Faulkner said attempts to persuade the Dene to attend tripartite meetings with department officials and the Metis association have been unsuccessful.

"As negotiations are not taking place and there seems little chance they will in the foreseeable future, I can no longer defend continuing funding," he said, reiterating that there must be one settlement for all valley native people.

# Special Report on Natives — CBC

White/Indian relationships for the past hundred years have been conducted on the basis of the treaties signed between the years 1871 and 1921.

Minor changes have taken place since then but on the whole the basic relationship has not changed at all. Status Indians exist on reserves in depressingly low standards of living and non-status Indians are even worse off as they do not even have the small amount of protection afforded by the reserves.

QUARTERLY REPORT, a CBC special TV documentary series aired on September 10, reported on the situation of these people as well as on the Metis and Inuit.

Canada's original people — Indians, Metis and Inuit — have been forgotten minorities. Suddenly, today they are the newsmakers because of the land claims they are making in the North.

Host Barbara Frum looked at the land claims made by the Inuit, Cree and Dene whose territories are some of the richest, in terms of energy, in this country.

The report deals with these people's determination to get a better "political deal" than the treaties negotiated by their neighbours in the South as well as ensuring that land claims would not destroy their culture or their future.

The present struggle between native people and the Department of Indian Affairs for better education, housing, economic development and self-government was well documented. As well, modern treaties such as the James Bay Agreement and the Committee for Original Peoples' Entitlement (COPE) settlement were looked at in detail.

Interviews were done with Chief Billy Diamond of the James Bay Cree; Maria Campbell, a Metis writer; Dave Ahenakew and Doug Cuthand of the Federation of Saskatchewan Indians; Noel Starblanket, president of the National Indian Brotherhood; Hugh Faulkner, minister of Indian Affairs and Georges Erasmus of the Dene Nation.

"The People of This Land" was filmed in remote communities, reserves, cities and Indian Affairs offices in Ottawa and shows that all is not well in the White/Indian relationship.

Further information can be obtained from Eva Czigler, CBC-TV Current Affairs at (416) 925-3311, Extension 4526.

## Montagnais Nation alive and well

By MARTINE DUMONT

SEPT-ÎLES — Numerous Montagnais families from the nine North Shore and the lower North Shore reserves celebrated Mukushan in Sept-Îles during the first week of August.

This was the first time that such a large number of Montagnais were gathered under one roof to celebrate a great traditional festival. The purpose of the festival was to revive Montagnais art and culture and to enable the entire population to learn about a culture which is still thriving.

This was an event unique in its kind because, for the first time, the people of the Montagnais Nation invited all interested Quebecers to come and live with them in an Indian camp.

Every evening, visitors could hear stories, chants and legends from the elders. This was an opportunity for them to share their knowledge and reacquire the Montagnais youth with the oral tradition. To end the performance, the Attikut dance troupe revived ancient dances.

Films, including the well-known series "Carcajou et le péril blanc" (carcajou and the white peril) produced by Arthur Lamothe and a videotape which the Montagnais had produced, were shown every afternoon.

Montagnais students played an

important role in organizing activities. Under the auspices of the Indian student summer employment program of the Department of Indian and Northern Affairs, they set up information booths presenting various aspects of the Montagnais culture, including language and crafts.

Each of the nine participating reserves had set up craft workshops in the Galeries Montagnaises, where, at their leisure, visitors could buy articles made on the spot.

Typical Indian meals were prepared in the Shaputuan, or great meeting tent. Bannock, or Indian bread was served, baked in hot sand in the traditional manner. Visitors could sample dried caribou meat in flour or in a hot bouillon. The menu also offered smoked, dried or boiled salmon, Canada goose and other game prepared according to traditional recipes.

On Sunday, the last day, the participants gathered at the Indian camp for a Mass sung in Montagnais. This was followed by a communal meal which included delicious Moisie River salmon.

All the Montagnais and Quebecers gathered in a circle to dance the Mukushan as it used to be done, to the rhythm of a drum.



## Project Iron Star

(continued from page 8)

Chipewyan can speak Cree. Almost no Slavey speak Cree.

Chipewyan and Slavey are of the Athapaskan language family but they are as different as French and English. The assessment team's point being to show that this diversity limited Iron Star's impact culturally and linguistically.

Despite differences, the report states that "success was achieved in interactive broadcasting when housing, roads, trapping and fishing were the subject of discussion."

Desmarais has a long history of community frustration over land rights and adequate housing. Fort Chipewyan is experiencing immediate housing difficulties.

Both Assumption and Desmarais are separated from the "outside" by long and inadequate roads. Fort Chipewyan was angry over lack of consultation about roads and the wastefulness of the sudden paving of their local roads.

All three settlements augment any employment income with food and income derived from exploiting local animal and fish resources. Therefore, all three responded to Fish and Wildlife transmissions.

### Strength and Weaknesses

"The most general criticism", states the report, "and indeed the most important weakness in Project Iron Star was the short lead-time, the lack of pre-training, the absence of advance notice, and the failure to engage community, school and studio in pre-planning."

Despite these weaknesses, limited impact and inadequate preparation, most of the resource persons were pleased with the response to them from the communities.

Many agencies were pleased with the letters and phone calls following their appearance on Iron Star transmissions. Native organizations who participated were enthusiastic. They appreciated the opportunity to work directly with community members.

"Iron Star's life has ended but it demonstrated that satellite transmissions to isolated or semi-isolated native communities can be done successfully with an all-native staff. It also indicates that the transmission of public affairs information and discussions can have an impact in native communities," concludes the assessment team.



Montagnais women prepare for Mukushan

# Les autochtones au petit écran

Les traités conclus entre 1871 et 1921, régissent les relations entre Indiens et Blancs depuis une centaine d'années.

La situation a certes quelque peu évolué, mais les rapports fondamentaux demeurent essentiellement les mêmes. Les Indiens inscrits vivent dans les réserves dans des conditions lamentables, et ceux qui ne le sont pas connaissent une situation encore plus difficile puisqu'ils n'ont même pas droit à la protection, si relative soit-elle, que procure la vie dans la réserve.

**QUARTERLY REPORT**, émission de télévision spéciale du réseau anglais de Radio-Canada diffusée le 10 septembre dans le cadre d'une série documentaire, s'est penchée sur les conditions de vie des Indiens, des Métis et des Inuit du Canada.

Nos populations autochtones ont été des minorités délaissées. Il a fallu que tout à coup elles fassent la manchette à cause de revendications territoriales dans le nord du pays pour qu'on s'intéresse à leur sort.

L'animatrice Barbara Frum a examiné les revendications des Inuits et des Indiens cris et dénés relativement à des terres qui recèlent l'une des plus grandes richesses énergétiques de ce pays.

Le documentaire montre avec quelle détermination les autochtones tentent de conclure une entente "politique" plus avantageuse que celle de leurs congénères du Sud sans pour autant mettre en danger leur culture et leur avenir.

Les actions menées par les autochtones et le ministère des Affaires indiennes en vue d'améliorer le niveau d'instruction, les conditions de logement, la situation économique et l'autodétermination de ces minorités sont adroitement décrites et on examine divers aspects de traités récents comme l'Accord de la baie James et celui du Comité d'étude des droits des autochtones.

Au cours de l'émission, on a interviewé des personnalités comme Billy Diamond, chef des Cris de la baie James, Maria Campbell, écrivain métis, Dave Ahenakew et Doug Cutland, de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan, Noël Starblanket, président de la Fraternité des Indiens du Canada, M. Hugh Faulkner, ministre des Affaires indiennes et du Nord, et Georges Erasmus, de la Nation Déné.

*The People of This Land* a été tourné dans des collectivités isolées, dans des réserves, à la ville et dans les bureaux du ministère des Affaires

indiennes et du Nord à Ottawa. Ce film témoigne du fait que les relations entre Blancs et Indiens ne vont pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Pour un complément d'information, prière de communiquer avec Eva Czigler, Affaires publiques, Société Radio-Canada; au téléphone: (416) 925-3311, poste 4526.

## La nation montagnaise est bien vivante

SEPT-ÎLES, P.Q. — De nombreuses familles montagnaises, venues des neuf réserves de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord, ont célébré le Mukushan pendant la première semaine d'août à Sept-Îles. C'était la première fois qu'un aussi grand nombre de Montagnais se regroupaient sous un même toit pendant toute une semaine dans une grande fête traditionnelle. Cette fête avait pour but de revaloriser l'art et la culture montagnaise et de permettre à toute la population de s'initier à une culture encore bien vivante.

Il s'agit, en effet, d'un événement unique en son genre puisque, pour la première fois, la nation montagnaise a invité tous les Québécois intéressés à vivre avec elle sur un campement indien.

Chaque soir, les visiteurs pouvaient entendre de la bouche de vieux Indiens des contes, des chants et des légendes. A cette occasion, les jeunes Montagnais renouaient avec la tradition orale et le savoir de leurs aînés. Puis, pour terminer le spectacle, la troupe de danseurs "Attikut" faisait revivre les danses d'autrefois.

Des films, dont la célèbre série "Carcajou et le péril blanc" d'Arthur Lamothe et une bande vidéo produite par des Montagnais, étaient présentés au public tous les après-midi.

Les étudiants montagnais ont tenu un rôle important dans l'organisation des activités. Ils ont préparé, dans le cadre du Programme d'emploi d'été pour les étudiants indiens du ministère des Affaires indiennes et du Nord, des kiosques d'information

concernant la langue, l'artisanat et différents aspects de la culture montagnaise.

Chacune des neuf réserves participantes avaient installé, à l'intérieur des Galeries Montagnaises, des ateliers d'artisanat où les visiteurs pouvaient acheter à loisir des objets fabriqués sur place.

Un service de repas typiquement indiens était préparé dans la "Shaputuan", grande tente de réunion. On y servait la "bannique" ou pain indien, cuisinée dans le sable chaud selon la méthode traditionnelle. On pouvait y manger du caribou séché "en farine" ou en bouillon chaud. De plus, le menu offrait du saumon fumé, séché ou bouilli, de l'outarde et d'autres gibiers apprêtés selon les recettes des ancêtres.

Dimanche, journée de clôture, les participants se sont regroupés au campement indien pour assister à la messe chantée en montagnais. On a ensuite servi le repas communautaire avec au menu le délicieux saumon de la rivière Moisie.

Tous les Montagnais et Québécois ont dansé le Mukushan, réunis en cercle, accompagnés du rythme d'un tambour, comme on le faisait autrefois.

Le Conseil Attikamek-Montagnais, qui est l'initiateur de cette fête, a donné pleine liberté à madame Claire Jourdain, responsable de l'organisation des activités. C'est à madame Jourdain que l'on doit en grande partie le succès de cette fête du patrimoine indien. Le Conseil Attikamek-Montagnais souhaite que cet événement culturel se répète chaque année.

## Evaluation

(suite de la page 8)

projet *Iron Star*". Or, la participation n'a pas été très élevée puisque le nombre moyen de personnes intervenant dans le cadre de ces programmes se situait entre 8 et 14. La faible participation s'explique par les différences d'ordre culturel, linguistique et économique qui existent entre chacune des trois localités.

Assumption est une réserve indienne Slavey 51 p. 100 de la population a pour langue maternelle une langue autre que l'anglais le Slavey; 54 p. 100 des habitants de Fort-Chipewyan parlent une langue autre que l'anglais le cri pour les deux tiers et le tiers restant le chipewyan. Les personnes parlant le chipewyan connaissent en général aussi le cri. A Fort-Chipewyan, la plupart des gens parlent cri mais rares sont les Slaveys qui connaissent cette langue.

Le Chipewyan et l'esclave, qui appartiennent tous deux à la famille linguistique athapaskane, sont aussi différents que le français et l'anglais. Le rapport souligne que ces différences d'ordre linguistique et culturel ont nui à la réussite du programme.

Le rapport indique toutefois que, malgré ces obstacles, "les émissions sur le logement, les routes, le piégeage et la pêche ont connu un vif succès. En effet, à Desmarais, la population fait valoir depuis très longtemps ses revendications territoriales et demande qu'on lui construise des logements décentes. A Fort-Chipewyan également, la situation du logement est grave.

Assumption comme Desmarais sont "coupées du monde" en raison du mauvais état des routes. La population de Fort-Chipewyan s'est plaint de ne pas avoir été consultée lors des travaux de réfection des routes et du gaspillage qu'a représenté le

goudronnage soudain de la voirie locale.

Si les émissions sur la chasse, la pêche et le piégeage organisée par le ministère de la pêche et de la faune ont connu un tel succès c'est parce que ces trois activités sont très importantes pour la population locale qui en tire ses revenus d'appoint.

### Points forts et faiblesses du programme

D'après le rapport, "les critiques émises à propos du projet *Iron Star* concernaient surtout la hâte avec laquelle les programmes avaient été mis sur pied, le manque de formation préalable, le fait que peu de personnes aient eu connaissance de l'initiative et la participation insuffisante de la communauté, du corps enseignant et de l'équipe du studio aux étapes préparatoires".

En dépit de ces faiblesses, de l'écho assez faible et du manque de préparation, la plupart des personnes ressources se sont déclarées satisfaites de la réaction du public dans les trois localités.

De nombreux organismes ont eu la satisfaction de recevoir des lettres et des appels téléphoniques à la suite de leur participation aux émissions *Iron Star*. Les organismes autochtones se sont félicités de leur participation aux programmes et notamment d'avoir pu travailler de plain pied avec les membres de la collectivité.

Le projet *Iron Star* est terminé et il a démontré qu'il est tout à fait possible d'organiser des programmes de télévision dans des localités isolées ou un peu à l'écart, avec un personnel exclusivement autochtone. Il a fait ressortir que les émissions d'information sur les affaires publiques et autres débats peuvent avoir un vif retentissement auprès des communautés autochtones.



Montagnaises préparant les outardes pour le grand festin du Mukushan.

## Dear Editor

### 'THERE'S NO JUSTICE, RESPECT FOR INDIANS'

Dear Editor

It is bitter irony the Québécois who long fought for recognition of their own special cultural and legal rights in Canada are trampling over the cultural and legal rights of an even smaller minority in their own province — the Indians.

This situation is not new for Indians in Canada. It seems both French and English will not stop their suppression of Indian rights and cultures until there is no further trace of Indian cultures in this country.

The current battle over Indian language rights in Quebec schools is just another example. The dispute recalls the battle over Indian rights in the James Bay "project of the century."

And once again the federal government which is supposed to protect the rights of Indians stands idly by while the Quebec government runs roughshod over the Indians.

It is a greater irony that the government of Quebec threatens to separate from Canada on the basis of

French minority rights while denying and suppressing the minority rights of Indian people.

The Indian people were in Quebec long before the first Frenchman arrived in 1534.

The Indian minority in Quebec have rights — including rights to their language — that precede and supercede the rights of the immigrant French and the immigrant English.

There is no honor, no justice, no respect in Quebec for the Indian minority — Quebec's original sovereign peoples.

Clive Linklater  
Ottawa

### Fishing Rights

Dear Editor

I am writing in regards to our fishing rights. What has happened to them?

I am from the Fort Alexander Indian Band in Manitoba and early this summer, without warning, we were stripped of our fishing rights.

We are no longer allowed to fish on the river banks of our reserve. Game wardens from the nearby town of Pine Falls continually patrol the river in their boats looking to capture residents of the reserve fishing.

I am sure, we the people of Fort Alexander, are not the only ones harassed by these game wardens in Manitoba.

It's a terrible feeling to be suddenly stripped of our rights to fish when all my life I can remember it being our sole right to go down by the river bank to fish. We are now forced to obtain

fishing licences to fish on our ancestral rivers.

I am not really too knowledgeable about why, or how, or if indeed, we lost our right to fish. I have not heard anything about our representatives, the Manitoba Indian Brotherhood, pursuing to re-obtain our right to fish.

What I am requesting from you is:

- to publish an article to inform the people of how it came about that we lost this right. Also, what is being done by our leaders to overcome this setback, and
- What is your interpretation of section 88 of the Indian Act for fishing rights on reserves.

I put all my trust in your collaboration and thank you in advance for this important contribution to the recognition of Indian rights in our country.

Yours truly,  
Don Courchene.

Editor's Note:

Indian News is not in a position to interpret Section 88 of the Indian Act as the editors are not lawyers and would not want to confuse readers with an interpretation.

We do feel, however, that Mr. Courchene's problem should be dealt with by the Manitoba Indian Brotherhood and the Department of Indian Affairs.

Section 88 of the Indian Act that Mr. Courchene referred to in his letter reads:

The Indian Act R.S., c. 149, s. 1. 88. Subject to the terms of any treaty and any other Act of the Parliament of Canada, all laws of general application from time to time in force in any province are applicable to and in respect of Indians in the province, except to the extent that such laws are inconsistent with this Act or any order, rule, regulation, or by-law made thereunder, and except to the extent that such laws make provision for any matter for which provision is made by or under this Act. R.S., c. 149, s. 87.

### Muckamuk

Dear Editor

The Muckamuck is a Northwest Coast Indian restaurant in Vancouver, claiming to be the only one of its kind in North America. All the staff are of Native Indian Ancestry, and contrary to popular belief, the owners are not. Two of the owners, who are of European descent, are Doug Christmas and Jane Erickson. Theresa Bjornsen, previous part-owner, sold her share of the restaurant because, we believe, she did not want to accept a union.

At the beginning of February, due to shabby and unfair treatment by the owners and management, we decided to join a union. By February 23, 1978, eighteen out of twenty-one employees had signed union cards, and we applied for certification with SORWUC Local 1. I was fired that same day. On March 21, 1978, we were certified, and already several other people had been fired or harassed into quitting. This was the owners' first attempt at union busting, and we had to begin reorganizing the staff.

The union filed unfair labour practice complaints with the Labour Relations Board over the firings, and it was not until mid-May that the

Board finally ordered a formal hearing into the complaints. Meanwhile, management continued to harass the employees with threats, bribery, suspensions and hour-cutting.

During this same period, we attempted to negotiate our first contract. We met with management four different times. Each time, they came late, left early, and complained that we were not bargaining in good faith. They said our contract was too long, they refused to discuss reinstatement of those that were fired for union activity, and they refused to meet to negotiate in the Indian Centre because it was not "devoid of color". Those are the words of Bill MacDonald, one of the expensive lawyers they hired to fight us.

By the end of May, we were frustrated with negotiations and with the ineffectiveness of the Labour Relations Board in dealing with our complaints. We handed out leaflets to customers to explain the labour situation, and on May 28 we took a strike vote. A majority of the staff voted in favour of strike action. Within a week, the owners were able to get a hearing in front of the Labour Relations Board with a complaint that we were "bargaining in bad faith". The Board was of little assistance to either party. So, we took our option to strike on June 1, 1978.

The restaurant has been closed ever since, and the owners continued to refuse to negotiate. Talks resumed for one day in July, with the assistance of a mediator chosen by both parties. But that meeting ended with management again refusing to discuss re-instatement of workers fired for union activity, and insisting on an "open shop" which essentially means no union.

Doug Christmas, the principal owner of Muckamuck, also owns Ace Gallery in Vancouver, and intends to open a new restaurant right next to it called "Names". On August 12, 1978, we had a "mocassin walk" from Muckamuck to Ace Gallery to protest the owners' reluctance to deal with us and our union. Well over a hundred supporters joined us. George Manuel, president of the Union of B.C. Indian Chiefs, met us at Ace Galleries and gave us a speech expressing his support for the Muckamuck workers' struggle and for labour struggles in general. We then made a pitch for donations toward our strike fund and for picketers to sign up for picket duty. We intend to continue to inform Ace Gallery customers of our situation.

The owners are stubborn and do not wish to respect the fact that we want a union. It's been seven months since we first joined the union, and three months since the strike started. It looks like we're in for a long strike. For seven years the Muckamuck workers have been exploited and we're not going back until our labour situation is resolved.

We think this is an important strike, and we need your support. We are appealing for donations towards our strike fund so that we can continue fighting. Your assistance is vital in maintaining this struggle. Please send donations, large or small, to Muckamuck Strike Fund, SORWUC, 1114-207 West Hastings Street, Vancouver, B.C.

by Ethel Gardner, a striker  
Vancouver

## The Cooking Pot

### RAGOUT OF ARCTIC HARE

- 1 large arctic hare
- 4 tablespoons flour
- ½ teaspoon salt
- ¼ teaspoon pepper
- ¼ cup butter
- Water
- ½ cup chopped celery



- 2 small onions, chopped
- 4 carrots, diced
- 6 potatoes, diced
- ½ teaspoon oregano
- 2 tablespoons flour
- ½ cup water

- Skin and clean the hare, wash thoroughly and cut into serving pieces.
- Put flour, salt and pepper in a paper bag, add the cut-up hare and shake until each piece is well coated.
- Melt the butter in a heavy frying pan and brown the hare evenly on all sides.
- Add the vegetables and oregano, and enough water to cover.
- Simmer gently for one hour, or until meat and vegetables are tender.
- Thicken the stew with a paste made of flour and water. Stir till smooth.
- Cook 10 more minutes. Serves 6.

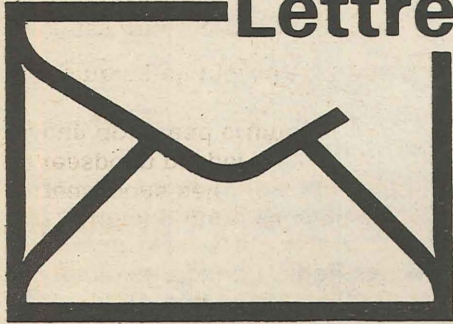
### VENISON MEAT LOAF

- 2½ pounds ground venison
- 2 teaspoons salt
- ¼ teaspoon pepper
- ¾ cup dry bread crumbs
- 2 eggs, slightly beaten
- ¾ cup milk
- ½ small onion, chopped

- Combine all ingredients and mix well.
- Press into a greased loaf pan (9" x 5" x 3").
- Bake in a 350°F. oven for 2¼ hours.

NOTE: Beef suet or salt pork may be ground with the venison if it seems dry.

## Lettres



### ni justice, ni respect pour les Indiens

Il est amèrement ironique que les Québécois, qui depuis longtemps se battent pour la reconnaissance de leur propre culture particulière et de leurs droits au Canada, piétinent les droits culturels et légaux d'une minorité encore plus petite dans leur propre province, celle des Indiens.

La situation n'est pas nouvelle pour les Indiens au Canada. Il semble que les Français et les Anglais n'arrêteront leur suppression des droits indiens et des cultures indiennes tant qu'il en restera quelques traces dans ce pays.

La présente lutte qui se livre au sujet des droits linguistiques des Indiens dans les écoles du Québec n'en est qu'un autre exemple. Le conflit rappelle la lutte que les Indiens avaient dû livrer pour leurs droits dans le "projet du siècle" de la baie James.

Et une fois de plus, le gouvernement fédéral, qui est censé protéger les droits des Indiens reste

indifférent pendant que le gouvernement du Québec bouscule les Indiens.

Il est plus ironique encore que le gouvernement du Québec menace de se séparer du Canada en invoquant les droits de la minorité francophone tout en niant et supprimant les droits de la minorité indienne.

Les Indiens étaient au Québec bien avant que les premiers Français y arrivent en 1534.

La minorité indienne au Québec a des droits, y compris les droits linguistiques, qui précèdent et l'emportent sur les droits des immigrants français et des immigrants anglais.

Il n'y a ni honneur, ni justice, ni respect au Québec pour la minorité indienne, le premier peuple souverain du Québec.

Clive Linklater  
Ottawa

### Rapport sur la grève au restaurant Muckamuck

Le Muckamuck est un restaurant de Vancouver spécialisé dans les plats amérindiens de la côte Nord-Ouest. Il se vante d'être le seul du genre en Amérique du Nord. Le personnel au complet est de descendance amérindienne, mais, contrairement à ce qu'on croit, les propriétaires ne le sont pas: deux d'entre eux, Doug Christmas et Jane Erickson, sont de descendance

européenne. Theresa Bjornsen, ancienne copropriétaire, a vendu ses actions parce qu'elle ne voulait pas, selon nous, accepter que le personnel du restaurant soit syndiqué.

Au début de février, parce que les propriétaires et la direction avaient envers le personnel une attitude mesquine et injuste, nous avons décidé de nous syndiquer. Le 23 février 1978, dix-huit des vingt-et-un employés avaient signé une formule d'adhésion à un syndicat et nous présentions alors une demande d'accréditation pour faire partie de la section locale n° 1 de SORWUC. On m'a congédiée le jour même. Le 21 mars 1978, nous étions accrédités. Déjà, plusieurs employés avaient été renvoyés ou avaient été harcelés jusqu'à ce qu'ils démissionnent. C'était la première tentative des propriétaires pour briser le syndicat; nous avons dû réorganiser le syndicat au restaurant.

Le syndicat a déposé des plaintes pour pratiques déloyales en matière ouvrière devant le Conseil des relations ouvrières au sujet des congédiements. Ce n'est qu'à la mi-mai que le Conseil a finalement ordonné la tenue d'une audience. Entre-temps, la direction, par des menaces, du chantage, des suspensions et des diminutions d'horaire, a continué à rendre la vie difficile aux employés.

Nous en étions, à cette même période, à négocier notre premier contrat. Nous avons tenu quatre réunions avec la partie patronale qui arrivait toujours en retard, repartait tôt et se plaignait que nous ne négocions pas de bonne foi. Notre contrat était, paraît-il, trop long. Nos patrons refusèrent de considérer de reprendre à leur service les gens congédiés pour activités syndicales et ne voulurent pas négocier au Centre indien sous prétexte que l'endroit "manquait de couleur". C'est ce que rapportait Bill MacDonald, un de leurs avocats grassement payés.

À la fin de mai, nous étions découragés de la tournure que prenaient les négociations et du fait que le Conseil des relations ouvrières ne nous était d'aucun secours en ce qui concernait nos plaintes. Nous avons donc distribué aux clients des tracts où l'on décrivait la situation de travail; le 28 mai, nous prenions un vote de grève. La majorité a voté en faveur de la grève. En moins d'une semaine, nos employeurs avaient obtenu une audience au Conseil des relations ouvrières, arguant que nous ne voulions pas négocier de bonne foi. Le Conseil ne s'est pas révélé plus efficace pour eux que pour nous. Nous avons donc commencé la grève le 1<sup>er</sup> juin 1978.

Le restaurant est fermé depuis, et les propriétaires refusent toujours de négocier. En juillet, nous avons tenu une journée de délibérations; un médiateur choisi par les deux parties était présent. Lors de cette réunion, la direction a encore refusé de considérer la possibilité de rengager les employés mis à pied pour activités syndicales et a répété qu'elle ne voulait pas entendre parler de syndicat.

Doug Christmas, qui détient la majorité des actions du Muckamuck, est aussi propriétaire du Ace Gallery de Vancouver à côté duquel il projette d'ouvrir un autre restaurant, le Names. Le 12 août 1978, nous avons fait une marche du Muckamuck au Ace Gallery en signe de protestation contre le refus des propriétaires de

négocier avec nous et notre syndicat. Plus de 100 personnes gagnées à notre cause ont marché à nos côtés. Rendus au Ace Gallery, nous avons écouté George Manuel, président de l'Union of British Columbia Indian Chiefs qui nous a dit accorder son appui aux employés du Muckamuck et être sensible aux problèmes des conflits de travail en général. Ensuite, nous avons fait la quête pour notre fonds de grève et avons demandé aux grévistes de faire du piquetage. Nous avons l'intention de continuer à tenir les clients du Ace Gallery au courant de notre situation.

Les propriétaires sont entêtés et ne veulent pas respecter le fait que nous voulions faire partie d'un syndicat. Depuis sept mois, nous sommes syndiqués; la grève a commencé il y a trois mois. Ça risque d'être long... Les employés du Muckamuck ont été exploités pendant sept ans; il n'est pas question que nous retournions au travail avant que la situation soit changée.

Cette grève est pour nous très importante. Nous avons besoin de votre appui. Sans vos dons, nous ne pourrions continuer notre lutte. Envoyez vos dons, quelle que soit leur importance, à Muckamuck Strike Fund, SORWUC, 1114-207 West Hastings Street, Vancouver (C.-B.). Ethel Gardner, Striker Vancouver

### menace

(suite de la page 1)

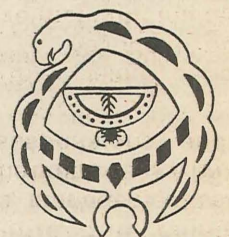
On compte quelque 11,000 Indiens et Métis dans la vallée du Mackenzie.

Les associations en conflit travaillaient à l'établissement d'une revendication commune jusqu'à il y a un an et demi. Elles ont reçu plus de \$2 millions de dollars en prêts du gouvernement fédéral pour financer leurs négociations et près d'un million de dollars en contributions.

Le gouvernement fédéral veut négocier un règlement unique qui accorderait aux Indiens inscrits, aux Indiens non-inscrits et aux Métis du comptant, des terres, des droits de chasse exclusifs, peut-être des royautés sur les ressources et une plus grande autonomie en retour de l'extinction de leurs revendications territoriales.

M. Faulkner dit que toutes les tentatives visant à persuader les Dene à participer à des réunions tripartites avec les fonctionnaires du Ministère et l'Association des Métis n'ont donné aucun résultat.

"Comme il ne se fait aucune négociation et qu'il semble y avoir bien peu de chance qu'il s'en tienne dans un avenir prévisible, je ne peux plus justifier ce financement," a-t-il dit, réaffirmant qu'il ne doit y avoir qu'un seul règlement pour tout les autochtones de la vallée.



CHILLIWACK (C.-B.): mot indien signifiant "en remontant". Une bande d'Indiens Chilliwack avaient l'habitude de dire qu'ils "remontaient" le fleuve Fraser après être descendus jusqu'à l'embouchure.

## La marmite indienne

### RAGOÛT DE LIÈVRE ARCTIQUE

- |                         |                          |
|-------------------------|--------------------------|
| 1 gros lièvre arctique  | 2 petits oignons hachés  |
| 4 c. à table de farine  | 4 carottes en dés        |
| ½ c. à thé de sel       | 6 pommes de terre en dés |
| ¼ c. à thé de poivre    | ½ c. à table d'origan    |
| ¼ tasse de beurre       | 2 c. à table de farine   |
| Eau                     | ½ tasse d'eau            |
| ½ tasse de céleri haché |                          |

- Écorcher et vider le lièvre; laver à fond et découper en portions individuelles.
- Mettre de la farine, du sel et du poivre dans un sac en papier, ajouter les morceaux de lièvre et agiter jusqu'à ce que chaque morceau soit bien enrobé.
- Fondre le beurre dans une épaisse poêle à frire et brunir un;iformément les morceaux.
- Ajouter les légumes et l'origan avec assez d'eau pour couvrir le tout.
- Mijoter une heure, ou jusqu'à ce que la viande et les légumes soient tendres.
- Épaissir la sauce du ragoût avec la farine et l'eau. Remuer pour lier la sauce.
- Cuire encore dix minutes. Six portions.

### PAIN DE VIANDE DE VENAISON

- |                               |                           |
|-------------------------------|---------------------------|
| 2½ lb de venaison hachée menu | 2 oeufs légèrement battus |
| 2 c. à thé de sel             | ¾ de tasse de lait        |
| ¼ c. à thé de poivre          | ½ petit oignon haché      |
| ¾ de tasse de chapelure       |                           |

- Bien mélanger tous les ingrédients.
- Façonner en forme de pain dans un moule graissé (9" x 5" x 3").
- Cuire au four, à 350°F, durant 2¼ heures.

REMARQUE: Si la viande semble sèche, y ajouter de la graisse de boeuf ou du lard salé moulus.